

Voyage au Türkbee

* Cette contrée étrange et signalée sur aucune carte est le nom donné au quartier turc de Bruxelles. Il tire son origine de la contraction de Schaerbeek, la commune bruxelloise où vit une grande partie de la communauté turque de Belgique.

Pas un jour se passe sans une belle histoire, nourrie d'un grand souffle originaire des vents violents chargés d'histoire de l'Asie mineure,

en plein cœur du Türkbeekistan. Cette longue allée commerçante de la chaussée de Haecht allant de Saint-Josse à Schaerbeek, en plein centre de Bruxelles, est le théâtre public des campagnes électorales au loukoum, des rumeurs de mariage intervillageoises, des alliances et divorces de la communauté turque. Dent en or qui brille, chemise ouverte et moustache de pasha, l'un des seniors envoie une volée ottomane sur la nuque fraîche du serveur de thé. «Allez, tu as du bol, j'ai entendu qu'on allait te marier!». Qui aime bien, châtie bien et fort...

La vie de la diaspora turque en Belgique est à l'opposé de celle des ancêtres. De villageois, ils sont devenus des citadins vivant dans la capitale de l'Europe. Ils étaient de petits paysans travaillant la terre et élevant des bêtes, ils sont devenus des commerçants ou salariés, purs produits des années quatre-vingt de la crise économique. Ils vivaient dans des fermettes entourées de grands

espaces presque verts, ils vivent maintenant dans des appartements bruxellois entourés d'autres immeubles semblables où il a fallu souvent installer la première douche. D'un niveau d'éducation se limitant souvent à l'école primaire, ils gèrent actuellement un commerce et un ménage en terre étrangère. Après 40 ans de présence en Belgique, les Turcs se remettent à peine du changement radical de mode de vie pour s'intéresser à la citoyenneté. Qui aime bien, s'installe bien...

Et pourtant, tout est histoire de perception. Lorsqu'on demande à d'autres minorités ethniques la vision qu'ils ont des Turcs, la réponse est constante. L'illusion d'optique présente la communauté turque comme un bloc monolithique, organisée et capable d'agir en groupe de pression ethnique auprès des autorités belges. Soit exactement la vision que développe de plus en plus la même communauté turque à propos des autres minorités installées en Belgique tout en pressant ses membres d'apporter un soutien indéfectible afin de créer ce «vrai lobby» tant désiré. L'obsession du lobby ancrée dans les esprits tente de créer l'homogénéité à partir d'une si forte diversification.

En effet, regardons à travers une analyse croisée la composition de la communauté turque ou turcophone en Belgique. Ainsi, sur l'axe ethnique, on constate une forte diversification des origines (turque, kurde, arménienne,

assyrienne...). Sur l'axe religieux, l'apparente domination islamique en nombre cache souvent les conflits interclaniques et les luttes d'influence entre les différentes obédiences religieuses (tendances étatiques, *milli görüs, nurcu, suleymanli...*). Enfin l'analyse politique (nationalistes, communistes, islamistes, progressistes, libéraux) offre une lecture spécifique pour décoder les activités organisées. Bien entendu, le tout se passe dans ce qu'on appelle l'infra-politique, cette strate d'activités non visible du grand public et pourtant si forte en tension. Être d'origine turque en Belgique signifie donc un positionnement sur cette grille hachurée qui en l'espace de quelque temps vous transforme afin de vous préparer à affronter la strate visible, la seule vraie qui compte : l'autre dimension communautaire belge parsemée de conflits linguistiques (francophones-néerlandophones), économiques (wallons-flamands), régionaux (Bruxelles vs Wallonie vs Flandre et vice versa). Qui aime bien, s'amuse bien...

En ouverture de ce thème, **Pierre-Yves Lambert** et **Pierre Vanrie** tracent les fondements historiques de la Turquie et en décryptent les

diverses composantes ethniques et religieuses. À la périphérie, **Murat Daoudov** voyage dans les différents groupes de population minoritaires parlant le turc sans être Turcs pour que le tableau soit complet.

Pierre-Yves Lambert s'emploie ensuite à présenter les principales étapes de l'ascension politique de la communauté turque de Belgique. Une rapide et glorieuse progression, polychrome sur



ekistan*

L'axe ethno-religieux d'une identité

le plan idéologique et suivie de près par les autorités turques.

De leur côté, **Dirk Jabobs, Eric Cillessen** et **Mehmet Koksal** tentent de recomposer le réseau associatif turc bruxellois en mettant en évidence les relations politiques à travers une minutieuse recherche.

Amertume, colère, haine, reconnaissance, le temps a charrié un lot de sentiments souvent âpres entre trois des grandes communautés vivant sur le territoire de l'ancien empire ottoman : turque, kurde et arménienne. Nous avons tenté une rencontre entre des représentants de ces groupes en Belgique. Une entreprise ambitieuse qui a finalement pu se réaliser... à distance.

Dispersée sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, la diaspora turque est traversée par des courants religieux multiples. **Meryem Kanmaz** en décrit les contours et différencie l'islam turc de l'islam européen naissant. Toujours sur le registre religieux, **Mehmet Koksal** entre dans la polémique sur l'Exécutif des musulmans de Belgique par l'angle turc, pour y découvrir des rapports tendus entre certains représentants musulmans et les autorités belges ainsi que le jeu en coulisse d'Ankara dans les négociations.

Enfin, deux rencontres terminent ce voyage. L'une avec **Hüsniye Kardas**, styliste, l'autre avec **Rabia Kaçar**, réalisatrice de documentaires, qui nous content leur enfance et leur parcours d'émancipation à partir de leur communauté d'origine. ■

Le **THÈME** a été coordonné par **Mehmet Koksal**

¹ Lire à ce sujet Mehmet Uzman, *The Sun-Language Theory: the utopia of an old soldier*, in «La linguistique sous les pouvoirs autoritaires» (Cahiers de l'ILSL, n. 17, 2004)

Loin de composer un bloc monolithique formaté à partir d'une même idéologie, les populations originaires de Turquie occupent plusieurs segments dans la sphère ethnique, religieuse et linguistique qui s'entrecroisent pour façonner l'identité individuelle.

PIERRE-YVES LAMBERT ET PIERRE VANRIE

Chercheur indépendant, Pierre-Yves Lambert est fondateur et gestionnaire du site www.suffrage-universel.be. Pierre Vanrie est journaliste au *Courrier International*.

La République de Turquie n'existe que depuis 1923, elle a succédé à un État dont le chef était à la fois celui de l'«Empire ottoman» et celui de tous les musulmans sunnites, en tant que calife et commandeur des croyants. L'épithète «ottoman» renvoyait à la dynastie issue d'Osman (en turc, ottoman se dit *osmanlı*) et non à la composition ethnique de la population, qui a fortement varié au cours des siècles, en fonction de l'expansion, puis du déclin («l'homme malade») de l'Empire ottoman.

La notion de «turcité»/«turquitude» et son corollaire, le nationalisme turc, est apparue au XIX^e siècle par contagion, sur le modèle européen, et a été en grande partie développée au départ par des intellectuels turcs de l'extérieur (de Russie) et par des orientalistes non turcs. Le terme moderne «Türkiye», qui désigne la Turquie moderne, est d'ailleurs paradoxalement un emprunt au français. Le choix d'un tel terme illustre la nouveauté d'un concept nationaliste turc dans un empire où l'on se définissait avant tout par son appartenance socio-confessionnelle. La virulence du nationalisme turc qui se manifeste encore parfois aujourd'hui de façon caricaturale s'explique donc par la fragilité de départ d'un concept nouveau. Le terme «Türk» distinguait d'ailleurs davantage un clivage social en désignant la catégorie du «paysan anatolien» par opposition aux membres de minorités chrétiennes ou juives, à

l'exception des Assyriens, vivant dans des zones urbanisées et se distinguant par des activités commerciales ou artisanales spécifiques ou de traduction. Le terme «Türk» ne représentait donc pas une catégorie ethnico-nationaliste spécifique. Ainsi, il y a encore quelques années, les chrétiens Assyriens du sud-est anatolien (province de Mardin) qualifiaient volontiers leurs voisins kurdes de «Türk» dès lors que pour eux ce qualificatif désigne essentiellement le musulman sunnite paysan, dans une région où l'élément ethnique turc est quasi inexistant.

La jeune République turque va même jusqu'à essayer d'utiliser des arguments scientifiques douteux pour étayer sa thèse sur le nationalisme. Ainsi, certains linguistes élaborent la «théorie de la Langue-Soleil» qui consiste à soutenir que l'origine du parler humain prend appui sur la langue turque et que toute langue puise dès lors son origine dans le même tronc commun. Ce mouvement des années trente ouvrira brièvement la porte à de nombreuses recherches «scientifiques» proposant une véritable grille de lecture phonétique pour essayer de prouver l'hypothèse. Mais l'histoire tournera court et la théorie sera reléguée aux oubliettes¹. La faiblesse relative de ce nationalisme turc s'illustre également par sa phobie de l'irrédentisme kurde dans un pays encore troublé par le syndrome de la partition dit «de Sèvres» (en 1920, le traité de Sèvres entérinait la partition de l'Anatolie prévoyant la création d'une Arménie et d'un Kurdistan). Durant les années quatre-

Voyage au Türkbeekistan



vingts, certains idéologues se penchent ainsi sur l'origine du mot «kurde», étant entendu que dans la foulée du reformatage idéologico-nationaliste initié par le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 un tel peuple ne peut exister en vertu de la littérature officielle. L'une des interprétations qui en ressort consiste alors à soutenir que les habitants de l'Est anatolien ont commencé à s'appeler «Kurdes» en référence au bruit récurrent des bottes qui s'enfoncent dans la neige dans cette région montagneuse et qui produisent le son «kurt, kart, kurt, kart»! Cette théorie fumeuse popularisée notamment par un procureur militaire et s'inscrivant dans la théorie considérant les Kurdes comme des «Turcs des montagnes» ou des «Turcs de l'Est», n'a cependant plus court aujourd'hui.



Début des nationalismes

La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e ont vu se développer des mouvements politiques basés sur les différentes «nationalités» ou «communautés» (Turcs, Grecs, Arméniens, Bulgares, Arabes, etc.) qui ont été représentés dans les nouvelles institutions parlementaires et ont donc été forcés de collaborer au-delà de leurs divergences et de leurs oppositions. Le système politique ottoman réformé de l'époque était formellement basé sur une représentation confessionnelle, les sièges au Parlement étant répartis entre les «millet» : musulmans, chrétiens orthodoxes et arméniens, et juifs.

D'une manière générale, comme dans l'Empire austro-hongrois, des individus issus de quasiment toutes les composantes ethniques et religieuses de l'Empire ottoman, à part les musulmans hétérodoxes (alévis, chiïtes, nosayris, yézidis), ont joué un rôle au sein de l'État à divers niveaux, parfois très élevés, dans la fonction publique ou dans l'armée². Les réécritures de l'histoire par les historiographes nationalistes officiels post-ottomans, tant turcs que non turcs, font toutefois apparaître cet État comme une «turcocratie», suivant l'expression en usage en Grèce.

Le démantèlement progressif de l'Empire ottoman dans les Balkans, en Afrique et enfin au Proche-Orient a culminé après la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle les puissances alliées avaient élaboré des plans de partage (de «dépècement»), d'ailleurs souvent contradictoires, tant entre les diverses zones d'influence qu'eu égard aux promesses faites en échange de soutiens extérieurs (Juifs sionistes) ou intérieurs (Arabes, Arméniens, Assyriens...). Pendant les dernières décennies de l'Empire ottoman, l'exacerbation des nationalismes et les craintes de voir se développer des «cinquièmes colonnes» alliées aux puissances ennemies voisines ont abouti à de nombreux massacres et pogroms, notamment envers les Arméniens et les Assyriens, culminant en 1915 avec ce qui est considéré comme le premier génocide du XX^e siècle.

L'utilisation du terme «assyrien» n'est pas unanimement admise, certains considérant qu'il ne doit être utilisé que pour désigner les fidèles de l'église orientale dite nestorienne. Toutefois il désigne de plus en plus l'ensemble des locuteurs de langues néo-araméennes orientales, chrétiens des églises indépendantes («Nestoriens», «Jacobites»

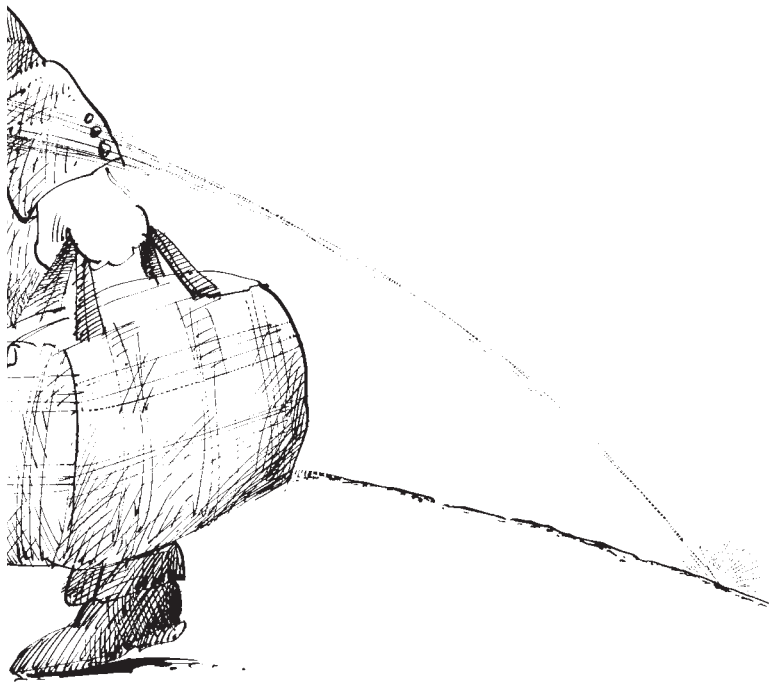
ou uniates, c'est-à-dire rattachées à Rome («Syriens», «Chaldéens»); en Turquie beaucoup se dénomment eux-mêmes et sont connus sous les dénominations religieuses Süryani et Keldani.

La «Guerre de libération nationale» (expression en usage dans l'historiographie turque officielle) menée par le général ottoman Mustafa Kemal a constitué une réaction nationaliste turque face à ce dépècement de l'Empire ottoman, dont de larges portions, y compris en Roumélie («Turquie d'Europe») et en Anatolie («Turquie d'Asie»), avaient été attribuées soit à des États post-ottomans (Albanie, Yougoslavie, Bulgarie, Grèce, Arménie), soit à des puissances étrangères (France, Italie, Royaume-Uni). Au bout du compte, la République de Turquie est née en 1923, un État désormais de nature nationale, sur le modèle européen d'«État-nation», et non multinationale comme feu l'Empire ottoman.

Une fois la République de Turquie dotée de frontières internationalement reconnues, la fin de l'éphémère République d'Arménie, des «échanges de population» (éparation ethnique contrôlée et réciproque) entre Turquie et Grèce principalement sous les auspices

² Lire à ce sujet D. Kitsikis, *L'Empire ottoman*, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je?, n°2222, Paris, 1985.

“L’identité kurde en Turquie se module dans la conjugaison de deux clivages, l’un linguistique et l’autre surtout religieux sur fond de particularisme régional à l’échelle d’un pays kurde très vaste.”



de la Société des Nations, il restait deux minorités officiellement reconnues par traité international, les juifs et les chrétiens (Grecs, Arméniens, Assyriens), principalement concentrés à Istanbul, dans deux îles égéennes et le long de la frontière syrienne. La dernière annexion de territoire par la Turquie est celle, en 1939, de la province sous mandat français du Hatay-Alexandrette, peuplée de Turcs, d’Arabes sunnites, alaouites-nosayris et chrétiens, de Kurdes et d’Arméniens.

Les Alévis

La Turquie compte par ailleurs une importante minorité religieuse alévie (une branche de l’islam chiite) tant turque que kurde. Ses élites sont relativement attachées au kémalisme laïc qui a amélioré leur sort par rapport aux persécutions et aux discriminations dont elle souffrait à l’époque ottomane. Considérés comme des hétérodoxes par l’islam sunnite, les Alévis, plus ou moins 20% de la population de la Turquie, pratiquent une religion qui puise sa

source dans les rébellions qui se manifestaient contre le pouvoir central aux marges de l’Empire ottoman. Puisant dans la tradition anté-islamique des tribus turkmènes nomadisant dans l’Est anatolien, elle symbolise aussi une manifestation originelle de la turcité. Pour autant, l’alévisme est aussi la religion de nombreux kurdes dont certaines des prières sont effectivement récitées en turc, y compris chez ceux qui ne parlent pas le turc. Face à la tentative d’homogénéisation nationaliste qui a consacré l’appartenance à l’ethnie turque et à l’islam sunnite (la synthèse turco-islamique) comme socle de l’identité nationale, l’alévisme constitue donc une sorte d’intrus.

Certes, la laïcité officielle de la République turque a sauvé les Alévis de persécutions officielles. Pour autant, les Alévis souffrent encore aujourd’hui d’un manque de représentation dans la fonction publique, où même les Kurdes sunnites sont mieux représentés. Cela tient sans doute à la nature de la laïcité turque qui ne se tient pas à équidistance de toutes les croyan-

Sans rapport avec les Alévis avec lesquels ils sont souvent confondus en Turquie, les **Alaouites** ou Nosayris sont un groupe ethnique adhérant à une branche très hétérodoxe du chiisme (considérés comme non-musulmans par certains), surtout implantés dans l’Est de la Syrie et dans ce qui fut le sandjak d’Alexandrette rattaché depuis 1939. Ces Alaouites constituent une des composantes de la population arabe de Turquie dont on estime le nombre à environ un million. Il existe d’autres groupes d’Arabes dans la région d’Urfa et dans les villes de Siirt et Mardin. Les Arabes de Turquie n’ont pas développé de conscience nationale arabe propre

ces mais qui traduit une réelle intervention de l’État dans la sphère religieuse en exerçant un contrôle strict sur la version dominante et majoritaire de l’islam turc, à savoir l’islam sunnite, au détriment d’un alévisme quasiment ignoré par la très influente Direction des affaires religieuses (Diyanet).

Le champ de l’identité alévie, outre une division turco-kurde qui ne se traduit pas par une véritable fracture sociologique, est traversé par de multiples courants au sein d’un groupe qui se considère comme une communauté plus ou moins soudée face aux sunnites, mais qui envisage sa croyance selon les uns comme une simple philosophie ou alors selon les autres comme une véritable religion.

Les Kurdes

L’identité kurde est également plurielle et mouvante. Face à l’assimilation caractéristique de la tradition jacobine de la République turque et conséquence d’un exode rural allant de l’est vers l’ouest et de nombreux mariages mixtes, une partie de la population kurde de Turquie s’est partiellement assimilée et a perdu l’usage de la langue kurde. C’est sans doute davantage le cas pour les locuteurs zaza (un des deux dialectes kurdes de Turquie avec le kourmandji) qui sont moins nombreux. Toutefois, l’assimilation linguistique n’empêche pas du tout d’assumer une identité kurde, de façon même sur un mode radical. Le PKK – Parti des travailleurs du Kurdistan, devenu depuis peu Kongra Gel (Congrès du peuple) – se distingue ainsi par une culture politico-littéraire

majoritairement en turc répondant précisément à une assimilation linguistique mais aussi littéraire (la grande majorité des locuteurs kurdes ne lisent pas le kurde). Néanmoins, une majorité de Kurdes de Turquie – on ne peut être plus précis en l’absence de statistiques fiables – parle encore le kurde.

L’identité kurde en Turquie se module dans la conjugaison de deux clivages, l’un linguistique et l’autre surtout religieux sur fond de particularisme régional à l’échelle d’un pays kurde très vaste. La majorité des Kurdes de Turquie sont musulmans sunnites et parlent le dialecte kourmandji, parlé également dans le nord de la Syrie et dans le nord du Kurdistan irakien et iranien. Une minorité située plutôt dans le nord du pays kurde anatolien (surtout la région montagneuse de Dersim, mais aussi des régions situées plus au sud jusqu’à Siverek dans la province d’Urfa, et dans le nord de la province de Diyarbakir) parle le zaza. Le clivage devient complexe lorsque cette dualité linguistique est traversée par l’appartenance religieuse. En effet, les Kurdes zazaophones de Dersim sont alévites (version anatolienne d’un islam chiite hétérodoxe fait notamment d’emprunts à la tradition chamaniste d’Asie centrale), ce qui implique des différences sociologiques avec les Kurdes sunnites, qu’ils soient locuteurs kourmandji ou zaza. Malgré des tentatives pour créer en diaspora un «nationalisme zaza», l’usage d’un même dialecte ne vaut pas facteur d’unité entre Kurdes sunnites et Kurdes alévites.

Certains auteurs nationalistes turcs, méfiant à l’égard

Voyage au Türkbeekistan

Le **yézidisme** est une religion (très endogame) mêlant des cultes kurdes anté-islamiques à des éléments de chiisme. Ses adeptes ont été persécutés à de nombreuses reprises sous l'Empire ottoman. Qualifiés d'«adorateurs du diable», la plupart d'entre eux vivent dans le nord-ouest de l'Irak, mais aussi en Arménie et en Géorgie; l'identité nationale kurde est souvent très forte chez les Yézidis, même si certains se considèrent comme un groupe totalement à part.

de toute manifestation de nationalisme kurde, relayés par les médias officiels, prennent d'ailleurs bien soin de distinguer les «Kurdes» (compris ici implicitement comme locuteurs de kourmandji) des «Zazas», dont la qualité de kurde est volontairement niée. Le facteur linguistique est donc moins déterminant dans le processus identitaire intra-kurde que le facteur de l'appartenance religieuse. Ainsi, le terrain le plus actif du nationalisme kurde dans sa version la plus moderne, qu'il s'agisse du PKK sur le terrain de la lutte armée ou du parti pro-kurde DEHAP (succédant au DEP et HADEP interdits) sur un plan plus politique, a son épice dans les régions essentiellement sunnites et kourmandjophones en pays kurde anatolien.

Le nationalisme kurde de Turquie, qui s'est développé dans le cas d'un de ses acteurs principaux, le PKK, en reproduisant bien des caractéristiques du nationalisme turc, notamment en termes de vocabulaire politique, est aujourd'hui en crise. Résultant d'une évolution socio-politique liée en partie au projet d'adhésion à l'Union européenne mais aussi indirectement aux quinze années de conflit entre le PKK et l'armée turque, Ankara a quelque peu infléchi son approche ultra-jacobine du problème kurde. La réalité kurde est en effet maintenant reconnue par tous, ce qui se traduit depuis plusieurs années par une relative tolérance à l'égard de la production culturelle (musicale et littéraire) en langue kurde.

Dans le cadre de l'adaptation aux critères de Copenhague, nécessaires à l'adhésion à l'Union européenne, la législation permet en principe l'élargissement de droits culturels pour les Kurdes (ouvertures de cours privés par exemple). La télévision et la radio d'État (TRT) viennent même de lancer des émissions, très courtes, «en langue kurde et en zaza». Cette évolution, lente mais continue, conjuguée à l'arrestation fin 1998 d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, a sonné le glas de la version la plus radicale du nationalisme kurde de Turquie. Le PKK avait en effet axé son discours sur un culte de la per-

sonnalité concernant son leader dans des proportions mettant la structure partisane en danger au cas où sa tête serait touchée. Et c'est précisément ce qui s'est passé en novembre 1998. À partir de ce moment-là, par la voix d'un chef emprisonné et sans doute instrumentalisé, le PKK a tourné complètement le dos à ses idéaux pankurdistes en reniant quinze années d'une lutte qui a fait trente mille morts, pour adopter le concept très flou de «République démocratique» sensée réunir Turcs et Kurdes autour d'un idéal commun. Même si ce changement n'a provoqué en apparence que des défections mineures, il a en revanche créé une crise profonde au sein d'un mouvement qui a ensuite changé deux fois de nom (le PKK est devenu KADEK pour finalement se transformer en Kongra Gel).

Les autres minorités

D'autres minorités sont présentes sur le territoire turc, soit près des frontières comme les Arabes (sunnites, alaouites-nosayris ou chrétiens), les Géorgiens (Lazes et Adjars musulmans, Géorgiens chrétiens ou musulmans) ou les Azéris (sunnites ou chiïtes), soit disséminées un peu partout, réfugiés musulmans («muhadjirs» albanais, tcherkesses, bosniaques, tchétoches, kirghizes, turkmènes etc.) ou non (Polonais), voire descendants d'esclaves en provenance des Balkans, du Caucase, d'Afrique orientale ottomane (qui allait jusqu'en Somalie au XIX^e siècle), voire encore d'Asie centrale.

Dans les années 1950-60, la Yougoslavie titiste avait autorisé les Turcs et autres musulmans vivant sur son territoire à émigrer vers la Turquie. De nombreux Turcs et Albanais ont saisi cette occasion et ont pour beaucoup d'entre eux assez rapidement réémigré vers l'Europe occidentale, comme les parents de la sénatrice socialiste flamande Fatma Pehlivan (SP.A), originaires de Macédoine. La Bulgarie de Jivkov a quant à elle mené une politique de persécution systématique de son importante minorité turque, prétendant qu'il s'agissait de «Bulgares

islamisés» et les obligeant par conséquent à «bulgariser» leurs noms et prénoms ou à émigrer en Turquie, ce que plus de 200.000 firent dans les années quatre-vingts. De telles opérations de changements de noms et de prénoms avaient déjà été pratiquées par l'Italie mussolinienne à l'encontre des Slovènes du nord-est de l'Italie et par la Turquie kémaliste à l'encontre de l'ensemble des minorités. Il y a d'ailleurs de nombreuses procédures de changements de noms et de prénoms d'Arméniens et d'Assyriens vivant en Europe occidentale qui souhaitent renoncer à leurs noms turquisés; jusqu'il y a peu les prénoms «régionalistes» (bretons et basques, par exemple.) étaient également interdits par les administrations de l'état-civil dans la France jacobine, ce qui prouve l'universalité d'une telle méthode d'effacement ethnique.



“Depuis une vingtaine d’années, de nombreux Assyriens (...), victimes collatérales de la guerre civile entre l’armée turque et les nationalistes kurdes, ont obtenu le statut de réfugiés politiques, puis ont obtenu pour beaucoup la nationalité belge suivant le principe qu’ils ne retourneraient jamais dans leur pays d’origine.”

En Belgique, des Juifs ottomans, puis turcs, ont immigré dès le début du XX^e siècle et ont créé en 1945 une «Union européenne des Juifs turcs». Parmi la population grecque venue travailler dans les charbonnages, il y avait également de nombreux «Micrasiates», c’est-à-dire originaires d’Asie mineure, donc de Turquie, certains parlant d’ailleurs encore le turc. Il faut rappeler ici que la population «grecque» expulsée de Turquie lors des échanges de population dans les années 1920 (la «Grande Catastrophe» dans l’historiographie nationale hellénique) était surtout orthodoxe «grecque» et comptait de nombreuses personnes ne parlant pas ou peu le grec moderne, qu’il s’agisse de Pondiotes (parlant une langue grecque distincte, répandue sur les côtes de la mer

Noire et sujet de moqueries de la part des Grecs) mais aussi de Lazes, d’Arabes ou d’autres, y compris de très nombreux turcophones dont les Karamanlis (chrétiens orthodoxes de la province de Karaman), qui écrivaient le turc en caractères grecs. La même situation a d’ailleurs existé dans l’autre sens, puisque de nombreux musulmans hellénophones ont été expulsés de Grèce, notamment des îles, vers la Turquie parce que considérés comme «Turcs».

Depuis une vingtaine d’années, de nombreux Assyriens provenant surtout des régions de Mardin et de Midyat, victimes collatérales de la guerre civile entre l’armée turque et les nationalistes kurdes, ont obtenu le statut de réfugiés politiques, puis ont obtenu pour beau-

coup la nationalité belge suivant le principe qu’ils ne retourneraient jamais dans leur pays d’origine. Ces Assyriens subissaient aussi dans ce contexte une pression sociale de leurs voisins kurdes musulmans qui les a obligés à quitter en masse la région. Cette pression sociale a été indirectement encouragée par l’État lorsque celui-ci décida dès la deuxième moitié des années quatre-vingts de mettre sur pied des milices kurdes pour lutter contre les guérilleros du PKK. Ces «Protecteurs de village» se sont alors livrés, outre leur mission initiale, au racket, notamment contre les chrétiens. Alors que la situation s’est sérieusement normalisée dans le sud-est, l’État essaie maintenant de faire revenir des citoyens qui ont prospéré en Belgique, en Suède ou aux États-Unis,

espérant ainsi relancer l’investissement dans une région au fort potentiel touristique précisément du fait de sa richesse multiculturelle (comme dans la ville de Mardin où vivent Kurdes, Arabes et Assyriens). Des Assyriens commencent donc à rentrer pendant les périodes de vacances et certains ont même commencé à investir dans l’activité hôtelière.

Enfin, il faut noter la présence en Belgique d’une importante communauté alévie turque originaire notamment d’un village d’Emirdag (Karacalar), dont le chef spirituel («Dédé»), tant en Turquie qu’en Belgique, est un membre de la famille Sahbaz, qui comptait d’ailleurs un représentant tant au sein du Conseil communal consultatif des immigrants de la commune de Saint-Josse dans les années septante (Ismail Sahbaz) ainsi qu’au sein de l’Assemblée générale des musulmans de Belgique élue en 1998 (Halil Sahbaz)³. ■

**PIERRE-YVES LAMBERT et
PIERRE VANRIE**

³ Un ouvrage a été consacré à cette communauté : Michaël Lebrecht, *Alévis en Belgique - Approche générale et étude de cas*, Academia-Bruylant, collection Sybidi Papers, n°24, Louvain-la-Neuve, 1997.

Les photos qui illustrent ce «thème» nous ont été aimablement confiées par Rabia Kaçar (voir notre entretien à la page 45). Certaines sont exposées au Musée de la Ville de Gand.



Voyage au Türkbeekistan

Turcophones : une famille élargie

Ouïgours, Azéris, Kirghizes, Tatars ou Bachkirs, toutes ces minorités installées en Belgique ont la particularité de partager un dialecte turcophone sans être originaires de Turquie. Comment s'organisent-ils et quels liens entretiennent-ils avec la communauté turque ?

MURAT DAOUDOV

collaborateur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (Observatoire des migrations)

L'effondrement de l'Union soviétique et l'émergence d'un espace turcophone qui s'étend de l'Europe de l'est à la Chine a suscité le grand

intérêt de la Turquie où beaucoup ont vu dans ce bouleversement une occasion historique pour le développement des idées panturquistes¹, gardées au placard durant le règne soviétique sur l'Asie centrale et le Caucase. Durant les années nonante, la Turquie a déployé de grands efforts pour retisser des liens avec ceux que les Turcs considéraient comme leurs «petits frères». Les sommets des chefs d'État des pays turcophones, les émissions des chaînes de télévision turques sur ces régions et les investissements économiques conjugués à une ouverture massive de collèges et d'universités² dans des régions turcophones visaient à cimenter le rapprochement des nations sœurs. Par ailleurs, un important programme d'Ankara permet à des dizaines de milliers de jeunes turcophones d'étudier en Turquie à l'aide d'une bourse étatique. Ce programme, outre sa vocation d'aide au développement, poursuit le but de former des nouvelles élites parlant le turc pour remplacer dans leurs pays des élites éduquées en russe. Vus ces liens historiques et ethniques, la Turquie était considérée par l'Occident comme un facteur – et un acteur – stabilisateur important pour la région dont il espérait qu'elle adopte le modèle turc fondé sur la laïcité et l'économie libérale.

Ces interactions n'ont certainement pas été sans effet sur des diasporas turques en Europe qui ont accueillis avec beaucoup d'intérêt et de sympathie les nouveaux immigrés turcophones. Pour

la plupart des Turcs d'Europe, c'est l'arrivée progressive des migrants et demandeurs d'asile venant de l'est qui a permis la découverte de ces «frères de sang» dont ils ont tant entendu parler dans des médias turcs. Mais, naturellement, ce phénomène suscitait plus d'intérêt chez ceux parmi les Turcs qui, de par leurs convictions politiques ou spirituelles, y étaient plus sensibles que les autres. C'est ainsi que, parmi les fractions turques, la Fédération turque de Belgique (nationaliste et pantouraniste) se distinguait par le soutien aux nouveaux turcophones. Et même si ce soutien ne se limitait pas toujours aux ethnies sœurs³ – il devenait d'autant plus «légitime» vis-à-vis des communautés proches par le sang et par la langue – quand elles ont commencé à arriver en Belgique vers 1998.

La communauté turque, réputée pour sa charité, a bien aidé les nouveaux turcophones à surmonter les difficultés de l'exil dans la période d'adaptation. Dans la plupart des cas, c'est dans des quartiers turcs que ces nouveaux migrants ont trouvé du travail ou un logement à prix abordable. La communauté turque a également partagé sa grande expérience associative pour aider ces nouveaux arrivants à s'organiser en associations et ainsi de demander des subsides. Précisons tout de même pour éviter certains raccourcis que les nouveaux turcophones, pour qui la Belgique est souvent le premier lieu de rencontre avec des Turcs, ne sont pas en mesure de connaître la complexité des tendances de ces derniers. En revanche, pour les Turcs ce sont souvent des considérations idéologiques (panturquisme, fraternité religieuse, adversaires géopolitiques communs...) qui constituent la force motrice de cet accueil.

Les Ouïgours

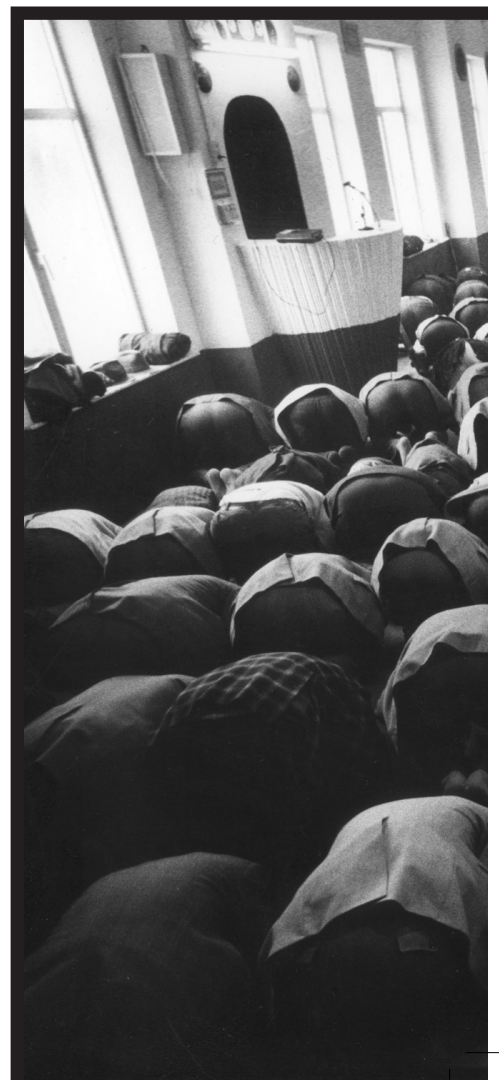
Les premiers turcophones qui se sont faits remarquer par l'opinion publique belge et par la communauté turque étaient les Ouïgours, venus essentiellement du Kazakhstan et de la Kirghizie.

Les Ouïgours sont un peuple originaire du Turkestan oriental, aujourd'hui la région autonome du Xinjiang en Répu-

¹ Panturquisme ou pantouranisme : mouvement politique nationaliste tendant à réunir tous les peuples turcs dans le cadre d'un même État ou dans une union autour de la Turquie.

² Les réseaux d'écoles et d'universités, l'œuvre des fondations privées appartenant aux confréries turques, parmi lesquels se distinguent les Nurcular de Fethullah Gülen, font d'ailleurs l'objet de nombreuses controverses en Turquie, en Russie et dans des républiques turcophones.

³ Voir le soutien accordé par les Turcs, essentiellement proches de Milli Görüş, de la Fédération turque de Belgique ou des confréries, aux communautés non turcophones comme les Afghans, les Bosniaques, les Kosovars ou les Tchétchènes.



blique populaire de Chine, occupé depuis 1949. Les Ouïgours représentent un des plus importants peuples turcophones dépourvus d'État. Ils comptent entre 7 et 10 millions d'âmes en Chine, laquelle n'a pas ménagé ses efforts pour réduire ce peuple, y compris par la politique de l'installation massive de Chinois (des Hans) dans la région. Aujourd'hui, le peuple ouïgour représente moins de 50 % des habitants de la région autonome. Suite aux répressions chinoises débutant dans les années cinquante, de nombreux Ouïgours commencent à fuir la région pour se réfugier d'abord au Kazakhstan, en Kirghizie, en Ouzbékistan soviétiques (où ils sont aujourd'hui environ 500.000), puis en Turquie (avec 15.000 Ouïgours). Enfin, aujourd'hui, c'est leur deuxième vague d'exil vers l'Europe en l'espace d'un demi-siècle.

Le durcissement radical de la politique d'asile en Belgique à partir de janvier 2001 a été suivi par l'expulsion médiatisée et controversée d'une trentaine de demandeurs d'asile par avion

vers le Kazakhstan, parmi lesquels plusieurs Ouïgours. Cette action allait provoquer un effet secondaire inattendu : l'intérêt de la société civile pour la situation des Ouïgours et les droits de l'Homme en Asie Centrale. Un colloque organisé en janvier 2001 au Sénat portait d'ailleurs spécifiquement sur la situation de cette communauté en exil. De plus, une série d'articles dans la presse ont également permis d'y attirer l'attention. À la même période survient un fait douloureux, le suicide à Dessel d'un jeune Ouïgour, très affecté par l'atmosphère et la peur d'expulsion entretenue par les images musclées véhiculées par les médias. Le véritable choc qui s'abat alors sur cette communauté mobilise la presse, la société civile, un député et la communauté turque. Tous viennent témoigner leur solidarité.

Cette situation motive les Ouïgours de Belgique à s'organiser. Ainsi les premières associations d'Ouïgours se constituent dès 2001 («Organisation de la jeunesse ouïgoure» à Anderlecht) et en 2002 («Centre

culturel ouïgour» à Schaerbeek et «Origine» à Verviers). Ce processus, après quelques échecs et re-compositions, aboutit à la création en mai 2003 du Centre culturel ouïgour «Ymyt – Oemoet» (espoir) à Anvers, présidé par Tursun Machpirov et soutenu par le centre local De Wijk. La communauté ouïgoure de Belgique, dont les premiers membres sont arrivés en 1998-1999, compte aujourd'hui environ 500 personnes. La première moitié est originaire du Kazakhstan, la deuxième est composée d'Ouïgours de la Kirghizie mais aussi de l'Ouzbékistan, enfin dans une moindre mesure de la Chine. Installés majoritairement à Anvers et Bruxelles, les Ouïgours sont, dans leur quasi-totalité, des demandeurs d'asile mais rares sont ceux qui l'obtiennent. Écrasés entre la superpuissance de la Chine et les régimes autoritaires de l'Asie centrale, les Ouïgours se croient sacrifiés sur l'autel de la *real-politik*⁴. Malgré tout, ils veillent à préserver leur culture, comme par exemple avec le Centre Oemoet. Ce centre fait partie du Kurultai (congrès)

international des Ouïgours basé à Munich, créé en avril 2004 suite à la fusion du Congrès national du Turkestan de l'est et le Congrès mondial de la jeunesse ouïgoure.

En ce qui concerne leurs premiers pas en Belgique, les Ouïgours ont reçu le plus grand soutien de la part des Turcs et en particulier de la Fédération turque de Belgique (accompagnement dans la recherche de logement et du travail, manifestations folkloriques, campagne de sensibilisation au sein de la communauté turque, soutien d'un avocat turc pour des Ouïgours risquant l'expulsion). Aujourd'hui, quand la communauté acquiert une expérience associative suffisante, elle opère avec l'aide des acteurs publics (De Wijk). Les contacts avec les associations turques sont moins fréquents. Par ailleurs, les Ouïgours pratiquants vont prier dans les mosquées turques et participent avec les Turcs aux fêtes traditionnelles religieuses⁵. Sur le terrain médiatique, outre la multitude des sites internet ouïgours – le Centre Ymyt-Oemoet a aussi le sien (ymyt.com) – les Ouïgours



⁴ La cause ouïgoure jouit du soutien important du Parti radical transnational grâce auquel en octobre 2001 a été organisée au Parlement européen à Bruxelles une conférence intitulée «La situation au Turkestan Oriental après 50 ans d'occupation communiste chinoise» ainsi que le 3^{ème} Congrès mondial des Ouïgours. La préparation de cette conférence a subi un sérieux revers quand on apprit que de nombreux délégués ouïgours ne reçurent pas de visas pour motif de sécurité dans l'atmosphère de l'après 11 septembre. Député européen et secrétaire du Parti radical, Olivier Dupuis avait dénoncé «des forces de l'ombre» et «de petits Quiesling en service permanent au sein de notre Parlement» qui ensemble avec «l'Ambassade de la République populaire de Chine s'emploie depuis des semaines (...) à torpiller une conférence qui risquerait de mettre en lumière une politique d'occupation, d'humiliation et de destruction tout aussi grave mais bien moins connue que celle mise en œuvre au Tibet».

⁵ Les Ouïgours, comme les autres turcophones, fêtent aussi le Nevrouz, le Nouvel An du 21 mars ou la Fête de Printemps qui est une fête nationale dans toutes les républiques turcophones, mais aussi une fête adoptée depuis peu par la Turquie, où cette tradition était depuis longtemps vue d'un mauvais œil car observée par les minorités kurde et alévie.



Voyage au Türkbeekistan



regardent la télévision kazakhe par satellite et, par ailleurs, un bulletin d'informations est édité à Munich en ouïgour (écriture arabe), en anglais, en turc et bientôt en russe.

Les Azéris

Une autre communauté turcophone importante qui fait parler d'elle dans la presse turque locale sont les Azéris. La diaspora azérie compte plus de deux millions de personnes dans l'espace de l'ex-URSS, essentiellement en Russie et en Ukraine et de plus en plus en Europe. En ce qui concerne la communauté azérie de Belgique, elle se divise en deux : des Azéris de Turquie (de la province d'Igdir), arrivés en tant que travailleurs turcs dans les années 1960-70 et des Azéris venant de l'Azerbaïdjan. La communauté des Azéris de l'Azerbaïdjan s'est constituée depuis 1998-1999. Ils sont aujourd'hui à peu près deux cents personnes (contre environ 2.000 Azéris turcs d'Igdir). Seule une dizaine de familles a obtenu un séjour définitif (statut de réfugié, régularisation). L'écrasante majorité est composée de demandeurs d'asile mais aussi d'environ 10 à 15% de clandestins (des demandeurs d'asile déboutés ou des «touristes»). Il y a aussi un petit nombre d'étudiants ou de travailleurs qualifiés arrivés avec contrat. La plupart des Azéris est installée à Bruxelles et Anvers.

Pour ce qui est de la vie associative, ce sont d'abord des Azéris turcs qui ont fondé en 1993 la première association (parmi lesquels Ferhat Calisan, aujourd'hui président du Comité des parents turcs de Molenbeek). Ensuite vient vers 1998 le «Centre culturel et d'information d'Azerbaïdjan⁶», dirigé par Bülent Gürçam, un homme d'affaires turc de souche azérie, ancien journaliste des quotidiens turcs *Tercüman* et *Hürriyet* et ancien chauffeur de l'ambassade d'Azerbaïdjan. Parallèlement, Gürçam fonde en 1999 l'«Alliance belgo-azérie Shur» à Uccle et enfin, en 2000, l'association «la Maison d'Azerbaïdjan» à Molenbeek avec des demandeurs d'asile d'Azerbaïdjan. Cette dernière avait notamment organisé une exposition de photos sur la Place de



la Monnaie à Bruxelles (février 2003) commémorant le 11^{ème} anniversaire du massacre au village Khodjali où des centaines de civils ont été exterminés par la guérilla arménienne lors du conflit autour de Nagorny Karabakh. Cette manifestation avait suscité un grand intérêt dans la communauté turque.

Au début 2003, l'association «Odlar Yurdu» (pays du feu) a fait une apparition brève et mouvementée. Elle fut fondée par Adalet Guliyev, ancien réfugié naturalisé, et Lokman Uzel, ressortissant turc des Pays-Bas. Leur association a mené une série d'actions de protestation à l'encontre des autorités arméniennes, accusées de soutien aux massacres des Azéris dans le Nagorny Karabakh, notamment un rassemblement en février 2003 devant l'ambassade d'Arménie, soutenu par le BTKK (Conseil de coordination turc de Belgique). Après une tentative d'assassinat, attribuée aux Arméniens par les sites turcs et azéris, Guliyev a mis fin à sa carrière politique.

Aujourd'hui la majorité des Azéris est organisée autour du «Centre européen des Azéris⁷», créé depuis début 2004 par Fatma Aliyeva et son époux, Bahri Yildirim, homme d'affaires turc originaire des Pays-Bas. Actuellement, l'association compte environ 150 membres, dont une écrasante majorité d'Azéris d'Azerbaïdjan, mais aussi quelques-uns de Turquie. Ce centre a notamment organisé une manifestation en février dernier au rond-point Schuman pour commémorer le massacre de Khodjali, une action soutenue par la BADD (l'Association de la pensée d'Atatürk de Bruxelles) et le BTKK. Outre des objectifs sociaux et culturels, cette formation vise à sensibiliser l'opinion publique au sort des réfugiés azéris du Nagorny Karabakh (environ un million de personnes) et à l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Elle anime égale-

ment un groupe de danses folkloriques, un cercle de jeu d'échecs et des cours de langues. La BADD leur prête gracieusement son local pour des réunions et activités, ainsi que son équivalent à Anvers (AADD). Outre les associations de la pensée d'Atatürk, ce sont aussi le BTKK et la Fédération turque de Belgique qui accordent volontiers leur soutien à la communauté azérie. Il faut également mentionner le soutien du Comité des parents turcs de Molenbeek, dont le président Ferhat Calisan est par ailleurs membre du conseil d'administration du Centre européen des Azéris.

La convergence politique des Azéris et des Turcs s'explique par un dénominateur commun : l'existence de différends avec les Arméniens. Alors que l'Azerbaïdjan s'active pour récupérer les territoires occupés illégalement par les Arméniens, la Turquie essaie de contrer les revendications arméniennes de reconnaissance du génocide de 1915. Et à l'heure où ces revendications se faisaient entendre de plus en plus en Europe, il fallait tout naturellement s'attendre à ce que les associations turques soutiennent activement à leur tour les revendications des Azéris dénonçant l'Arménie.

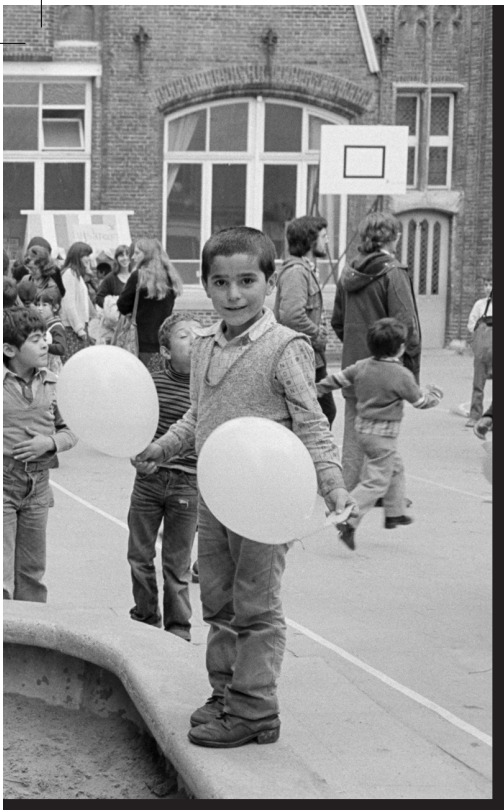
Le Centre européen des Azéris fait également partie d'une plate-forme de la diaspora azérie européenne, pilotée par le département du gouvernement de Bakou chargé des relations avec les expatriés. Seul le Centre de Fatma Aliyeva a été invité de Belgique au congrès européen de cette plate-forme qui a eu lieu en avril de cette année en Allemagne⁸. Un autre objectif que se donne cette association est de permettre aux femmes azéries d'être plus actives dans la vie sociale et politique. C'est qu'elle veut se distinguer des associations précédentes jugées «trop masculines».

Pour suivre l'actualité de leur pays,

⁶ En juin 1998 cette association a démis Gürçam de son titre de président, puis s'est dissoute (Moniteur.be 24.12.1998). Néanmoins, on lit sur le site diaspora.az appartenant au Département du gouvernement azéri chargé des communautés expatriées qu'en 1999, sur base de ce Centre, a été créé une «Association d'amitié Belgo-Azérie» à Saint-Josse. L'association n'a pas fonctionné longtemps.

⁷ Voir <http://bahriyildirim.skynetblogs.be>.

⁸ Alors que sur le site de ce département ce sont encore la Maison d'Azerbaïdjan et l'Association d'amitié Belgo-Azérie qui figurent comme interlocuteurs en Belgique.



les Azéris sont plus gâtés que les autres turcophones, dans la mesure où ils peuvent capter deux chaînes de télévision par satellite. De plus, lors de la dernière réunion en août 2004 des représentants des diasporas européennes à Oslo, il a été décidé d'œuvrer pour la création d'une chaîne de télévision azérie en Europe. Pour le reste, les Azéris forment une communauté assez «branchée» sur internet.

Kirghizes, Tatars et Bachkirs

Parmi les turcophones présents en Belgique se distingue également la petite mais active communauté kirghize. Les Kirghizes, qui ont commencé à débarquer en Belgique à partir de 1999, proviennent essentiellement du nord de leur pays. L'écrasante majorité des Kirghizes de Belgique est constituée de demandeurs d'asile et seulement une petite minorité vit en séjour stable (statut de réfugié, travailleurs qualifiés, regroupement familial). Malgré le fait qu'ils ne soient que quelques centaines en Belgique, ils s'efforcent de mener au mieux des activités sociales et culturelles. Plusieurs soirées ont notamment été organisées dans le Limbourg. Parallèlement, l'organisation de la diaspora kirghize en Europe «Manas» (kirgisien.narod.ru), basée en Allemagne et représentée en Belgique par Ulan Kalilov, a décidé lors de son congrès à Hanau en mai 2004 de se dynamiser davantage. L'association met l'accent sur des échanges socio-économiques et culturels avec la Kirghizie. Elle fait d'ailleurs partie de l'Assemblée des peuples de Kirghizie, est membre du conseil international de la ville de Hanau et membre du conseil d'administration du site international des Kirghizes du monde (kyrgyz.us). Les Kirghizes n'ont pas encore de télévision par satellite captable en Belgique. Par ailleurs, la communauté kirghize n'a pas encore développé des contacts intenses avec les associations turques bien qu'il existe une communauté kirghize en Turquie (émigration depuis le début du XX^e

siècle) et beaucoup d'étudiants. Enfin, il convient de mentionner la présence du plus célèbre Kirghize de Belgique : Tchingiz Aïtmatov, un des écrivains contemporains les plus lus (selon l'Unesco) et ambassadeur de son pays à Bruxelles.

Enfin, les turcophones de Belgique ne proviennent pas que d'Asie centrale ou du Caucase mais aussi de Russie, comme les Tatars et les Bachkirs, deux peuples turcophones très proches l'un de l'autre dont les républiques autonomes se situent entre la Volga et l'Oural et comptent respectivement 6 et 1,5 million d'habitants. Il y a très peu de Tatars et de Bachkirs en Belgique. Il existe une importante communauté en Allemagne dont un centre culturel à Berlin (créé en 1999 et soutenu par l'Institut de la turcologie de l'Université de Berlin). En Belgique, cette nouvelle communauté a commencé à se former à partir des années 1999-2000 ; il s'agit surtout de demandeurs d'asile provenant de Russie, mais aussi des pays de l'Asie centrale où ils ont vécu durant l'époque soviétique. Ils n'ont pas encore d'association en Belgique, mais ont l'intention de jeter les fondements d'une plate-forme européenne dans un avenir proche. Actuellement, les Tatars et les Bachkirs du Benelux «s'organisent» via des forums sur internet (bashkortostan.net/tugan). Malgré le fait qu'ils aient en général des liens culturels et économiques très développés avec la Turquie, où une importante communauté tatare s'est formée à partir des migrations depuis la fin du XIX^e siècle, la jeune communauté tatare et bachkire n'a pas encore développé des liens étroits avec la communauté turque de Belgique.

Pour terminer, il convient également de noter la présence en Belgique d'autres turcophones comme des Ouzbeks, des Kazakhs, des Koumyks du Daguestan, des Karatchaïs du Caucase du Nord et des Gagaouzes de Moldavie (seul peuple turcophone de confession chrétienne orthodoxe). ■

MURAT DAOUDOV

Turcs de Belgique et d'Europe : quelques chiffres

L'origine de la présence de la communauté turque en Belgique remonte principalement aux accords économiques (Convention sur l'occupation des travailleurs turcs en Belgique) et de Sécurité sociale signés entre les deux pays en 1963 et 1965. Le nombre de Turcs vivant sur le territoire belge s'élève à 44.000 personnes, soit la cinquième plus grosse communauté étrangère de Belgique, derrière les Italiens, les Français, les Néerlandais et les Marocains. Mais si l'on compte le nombre de Turcs naturalisés et de Belges d'origine turque, la communauté turque de Belgique compte près de 120.000 âmes.

Alors que la moitié de la communauté marocaine, première communauté extra-européenne du pays, vit dans la Région bruxelloise, moins d'un tiers des Turcs de Belgique est installé dans la capitale. Ceux-ci habitent presque uniquement dans les communes de Schaerbeek, Saint-Josse, Bruxelles-Ville, Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean. Les deux autres tiers se répartissent principalement entre Anvers, la Flandre occidentale et le Limbourg pour la Flandre (45 %) et entre les provinces de Hainaut et de Liège pour la Wallonie (25%).

L'immigration turque en Belgique est principalement rurale (Anatolie - centre-ouest) et familiale. Dû à l'importance de son taux de natalité, le tiers de la communauté turque est âgée de moins de 18 ans. Elle est équilibrée entre hommes et femmes.

Concentration géographique

La concentration géographique et, par la même occasion, la coloration germanique de l'immigration turque en Europe est remarquable. Deux tiers de ces ressortissants se trouvent en Allemagne. Les pays germanophones (Allemagne, Autriche et Suisse) accueillent 74% de cette immigration. En Allemagne, 35% des 2,014 millions de Turcs sont installés en Rhénanie du Nord-Westphalie (Nordrhein-Westfalen). Près du quart des immigrés turcs en Europe (23,1%) vit donc dans ce seul Land allemand. Mais la palme revient à la ville de Berlin, qui avec ses 136.400 Turcs, abrite à elle seule plus d'un vingtième des émigrés de Turquie dans l'Union européenne. Cette concentration s'observe également dans d'autres pays. Ainsi, au Royaume-Uni, 64% de la population originaire de Turquie est installée dans la région de Londres. La moitié des Turcs de Suède vit à Stockholm. Il en est de même pour Copenhague au Danemark. Près du tiers des immigrés turcs d'Autriche (32%) habite Vienne. Le quart des Turcs de France habite la région parisienne. Enfin, 21% des Turcs installés en Suisse vivent dans le seul canton de Zurich. ■

Sources: ONE, IRFAM, OCDE et U. Manco

Voyage au Türkbeekistan

La marche forcée

En cinq ans à peine, sur la scène politique belge, la population d'origine turque est passée de la marginalisation à la nomination, en juin dernier, d'un secrétaire d'État au gouvernement bruxellois. Une percée fulgurante d'une communauté dont les activités politiques sont fortement influencées par le pays d'origine.

PIERRE-YVES LAMBERT

Pour beaucoup de Turcs, une personne originaire de Turquie mais non musulmane n'est pas «turque». En Belgique un candidat juif, assyrien ou arménien n'est pas un «compatriote» et, a priori, un candidat turc (musulman) qui mène une campagne ethnique ne s'adressera pas à ces minorités. Il faut toutefois noter qu'aux élections communales de 2000, un candidat CDH assyrien (donc chrétien), Ibrahim Erkan, dont le nom ne permet pas de déterminer l'ethnicité ou la religion, a été invité à plusieurs débats radiophoniques ou en public entre candidats turcs. Mais quand il a évoqué le bilan pas toujours positif de la Turquie en matière de respect des minorités, aucun autre candidat ne l'a suivi, l'un d'entre eux (PRL, auteur depuis lors d'un ouvrage sur... le génocide des Turcs par les Arméniens!) se levant même pour protester que «*la Turquie est un modèle de respect des minorités, Monsieur*»...

Ankara aux aguets

Contrairement à d'autres diasporas, les citoyens turcs résidant hors de leur pays n'ont pas de droits électoraux en Turquie, même si cette question a été évoquée à plusieurs reprises. Beaucoup de Turcs résidant en Belgique n'avaient donc jamais participé à une élection jusqu'à l'acquisition, ces dernières années, de la nationalité belge. L'évolution de la législation en la matière a été accompagnée d'encouragements de la part des autorités du pays d'origine, et plus récemment d'associations turques installées en Belgique. Pour devenir belge, il faut présenter un extrait d'acte de naissance délivré par le consulat de Turquie, qui connaît donc précisément le nombre et l'identité de ses ressortissants qui ont acquis la nationalité. Il ne faut pas non plus oublier que tout Turc de sexe

masculin doit effectuer son service militaire de deux ans, éventuellement raccourci à un mois pour les résidents à l'étranger à condition de déboursier 5.000 euros, ce qui donne une possibilité supplémentaire à l'État turc d'endoctriner ses émigrés à l'armée.

Il est donc peu dire que les autorités diplomatiques turques tentent d'instrumentaliser les candidats et élus d'ascendance turque, et bien peu parmi les politiciens bruxellois d'origine turque osent se démarquer des positionnements officiels vis-à-vis de l'autonomie kurde, du génocide arménien ou de l'occupation turque du nord de Chypre.

En Région bruxelloise, jusqu'aux élections régionales de 1999, la participation de candidats originaires de Turquie à des élections est restée un phénomène marginal, tant en nombre de candidats (1 aux communales de 1982, 1 en 1988, 3 en 1994) qu'en termes de

résultats. Elle n'a réellement pris son essor qu'à l'occasion des communales de 2000 et des législatives de 2003. Le premier élu communal originaire de Turquie, le socialiste Nefvel Morçimen, arrivé en tant que réfugié politique, date de 1994 à Fléron, près de Liège.

1999 : le tournant

Lors des élections de 1999, 20 candidats originaires de Turquie (dont 6 au moins issus des minorités) se sont présentés sur les listes pour le Parlement bruxellois. Un des deux candidats sur la liste PS, Ramazan Koyuncu, un jeune ingénieur, obtint plus de voix (1.812) que certains députés régionaux, ceux-ci ayant bénéficié des voix du «pot commun» pour compenser leur faible popularité. Sabih Akay, le candidat PRL à la Chambre (où il n'avait que trois concurrents de même origine) fut remercié de sa par-





ticipation par un poste d'attaché commercial de la région bruxelloise en Turquie.

Déjà à l'époque, une polémique avait fait rage entre partisans de ces deux candidats sur la responsabilité politique de l'érection d'un monument commémorant le génocide arménien dans la commune bruxelloise d'Ixelles, dont le bourgmestre était lui-même candidat PRL. Mais cela s'était passé «en interne». À l'époque, seule l'agence de presse Info-Türk avait dénoncé ces dérives dans des communiqués en français, alors que les médias turcs avaient suscité réactions et contre-réactions, forçant quasiment chaque candidat à prendre position en faveur du démantèlement de ce monument.

C'est également en 1999 que la première candidate d'origine turque fit son entrée au Sénat,



“Une fois de plus, le désormais célèbre monument au «prétendu génocide arménien» a provoqué des affrontements et des querelles particulièrement vifs, à nouveau répercutés dans la presse turque.”

Meryem Kaçar, sur la liste Agalev, suivie, en 2001, de la socialiste flamande Fatma Pehlivan. Toutes deux ont eu leur heure de gloire en 2002 lors du débat sur le droit de vote des étrangers hors Union européenne, la cheffe de groupe libérale flamande, Jeannine Leduc, allant jusqu'à les traiter de «furies allochtones» dans un de ses fréquents dérapages racistes. Depuis, tant Meryem Kaçar que Fatma Pehlivan ont écrit un livre retraçant leur expérience politique et leur biographie¹.

2000 : le décollage

À l'issue des communales de 2000, sur 47 candidats, les dix premiers élus communaux (dont l'Assyrien Ibrahim Erkan) ont fait leur apparition en Région bruxelloise, mais uniquement dans les deux communes comptant un pourcentage important d'habitants originaires de Turquie, Schaerbeek et Saint-Josse. Toutefois, deux candidats non élus furent cooptés dans des conseils de l'aide sociale (CPAS) à Anderlecht (Abdulkadir Kaya, FDF) et à Jette (l'Assyrienne Meryem Demir, CDH). Ces 12 mandataires, dont trois ont obtenu un siège d'échevin, se répartissaient dans toutes les familles politiques, mais majoritairement à droite : sept PRL-FDF et apparentés (Sevket Temiz, Mustafa Öztürk, Sait Köse, Emin Özkara, Nezahat Namli, Halis Kökten, Abdulkadir Kaya), deux PS (Emir Kir, Osman Saglam), deux CDH (Ibrahim Erkan et Meryem Demir) et une Écolo (Nurinisa Balci).

Lors d'un débat organisé en septembre dans des locaux dépendant

de l'ambassade, les motivations de certains candidats à figurer sur les listes de droite à Schaerbeek étaient parfois assez surprenantes : «*Schaerbeek a toujours été à droite et Saint-Josse, à gauche. On s'est mis du côté du plus fort.*» «*C'est normal qu'on se rapproche de la droite. En Turquie, 80 % des partis sont à droite.*»². De même pour leurs positions vis-à-vis des organisations fascistes ou islamistes : interrogé à ce sujet Halis Kökten, candidat FDF à Saint-Josse, déclarait publiquement que «*ce que vous citez fait partie des richesses de la communauté turque*», et le futur échevin socialiste, Emir Kir, que «*toutes ces associations sont légales*»... L'ancienneté de l'adhésion aux différents partis ou listes se situait dans une fourchette de deux mois à un an pour sept candidats sur dix qui ont répondu à cette question, une autre n'était pas membre du parti dont elle était tête de liste (Nurinisa Balci, Écolo à Saint-Josse), les deux restant, Emir Kir et Halis Kökten, déclaraient avoir adhéré à leur parti respectivement en 1996 et 1997.

Après les élections, quatre élus se sont vus confier des mandats exécutifs d'échevins : Sait Köse (FDF, Schaerbeek) aux Finances, puis également à la Jeunesse, Nezahat Namli (PRL, Saint-Josse) à la Petite enfance, aux Crèches et à la Propreté, Emir Kir (PS, Saint-Josse) aux Affaires sociales et à l'Enseignement primaire et Selahattin Koçak (SP, Beringen) à l'Environnement et au Sport. Ce dernier est également conseiller provincial dans le Limbourg.

¹ Meryem Kaçar, et Lucifers Schikken, *Als gastarbeiders burgers worden*, Antwerpen, Houtekiet, 2002, 208 p., et René De Bok et Fatma Pehlivan, *Enkele reis Istanboel/Brussel Wetsstraat*, Antwerpen, Houtekiet, 2003, 150 p.

² Bénédicte Vaes, «Les candidats d'origine étrangère sont-ils des attrape-voix ou des militants du renouveau démocratique? Le jeu de la citoyenneté, version turque», *Le Soir* du 5 octobre 2000. Les autres citations extraites de ce débat proviennent de notes personnelles.

³ Les Loups Gris, tant de la tendance atatürkiste que de la tendance islamiste, «synthésiste», et des fédérations religieuse, ouvrière, féminine et sportive créées par l'appareil d'État turc.

2003 : les grandes ambitions

Le scrutin fédéral de mai 2003 avait aiguisé les appétits, notamment celui d'Emir Kir, échevin PS de Saint-Josse qui se voyait déjà député fédéral par la grâce d'un score personnel qu'il évaluait à un niveau tel qu'il lui aurait permis de dépasser une députée sortante et de rafler ainsi le troisième siège. La déception, tant du candidat que de ses supporters, fut à la hauteur des ambitions.

La campagne à Bruxelles a vu l'équipe «turco-socialiste» de 1999 (essentiellement l'asbl Eyad) rejoindre en bloc le camp d'un candidat libéral, Sevket Temiz (conseiller communal PRL à Schaerbeek) qui espérait décrocher un mandat via la suppléance, en profitant des démissions probables tant d'effectifs devenus membres de gouvernements que de suppléants déjà détenteurs de mandats parlementaires et frappés par les règles anticumul.

Une fois de plus, le désormais célèbre monument au «prétendu génocide arménien» a provoqué des affrontements et des querelles particulièrement vifs, à nouveau répercutés dans la presse turque. Avec cette différence par rapport à 1999 que l'actuel bourgmestre d'Ixelles est désormais un... socialiste, et que les organisations nationalistes turques de droite et d'extrême droite³, réunies au sein du Conseil de coordination belgo-turc, ont cette fois-ci exigé ni plus ni moins que le retrait «spontané» des candidats turcs figurant sur les listes PS.

SUITE PAGE 23

POLITIQUE

21

Voyage au Türkbeekistan

Une communauté interconnectée

Diffuse, la vie associative des Turcs à Bruxelles est aussi rondement huilée. Situé d'un extrême à l'autre de l'échiquier politique, le deuxième groupe de population extra-européen de Belgique s'appuie sur un véritable réseau d'associations où la concurrence est forte.

DIRK JACOBS, ERIC CILLESSEN ET MEHMET KOKSAL

Dirk Jacobs est chargé de cours en sociologie à l'ULB. Il est également chargé de cours adjoind à la KUB et chercheur post-doctoral à l'Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek (ISPO) de la KUL.

Eric Cillessen est étudiant en sciences politiques à l'Université d'Amsterdam.

Mehmet Koksak est journaliste spécialisé sur les minorités en politique.

Les Turcs de Bruxelles se caractérisent par un haut niveau de participation à une vie associative particulièrement active. Une étude relativement récente¹ l'avait déjà mis en évidence à partir d'un échantillon représentatif de Bruxellois turcs n'ayant pas la nationalité belge. Il en ressortait que 68% des Turcs s'engageaient dans une ou plusieurs associations, pour 53% des Belges d'un niveau de scolarité équivalent et 19% des Marocains. 60% des Turcs sont membres d'une organisation «belge» – principalement un syndicat – et 35% d'une organisation turque, ceux-ci étant souvent membres en même temps d'une organisation «belge». Participer à la vie associative turque n'exprime donc aucune forme de repli communautaire – bien au contraire.

Les Turcs et les Marocains (respectivement deuxième et premier plus grand

groupe de Bruxellois extra-européens) diffèrent sensiblement sur ce plan. Les Turcs (abstraction faite des Kurdes, des Assyriens et des Arméniens) ont une implication associative supérieure et disposent de réseaux bien plus solides. À la question posée par l'étude «Minderheden in Brussel» (littéralement «minorités à Bruxelles»), de savoir s'ils considèrent leur propre groupe comme une véritable communauté, 80% des Turcs ont fourni une réponse positive, pour seulement 40% des Marocains. Il existe manifestement une communauté turque solide qui s'autoperçoit comme telle, ce qui ne semble pas être le cas du côté marocain. Ce phénomène renvoie à la diversité des histoires migratoires : l'immigration turque s'insère dans une chaîne qui la relie à un ensemble bien délimité de villes et de villages d'Anatolie (Manço & Manço, 1992), tandis que les modèles migratoires des Marocains sont bien plus diffus.

Réseau et cercles concentriques dirigeants

Pour avoir une meilleure vue de la vie associative turque à Bruxelles, nous nous sommes penchés sur les statuts des ASBL turques publiées au Moniteur entre décembre 1998 et fin juin 2003. Nous en avons dénombrées au total 159. En référence aux chiffres de population de 1998, cela signifie que, sur papier, une association turque s'est créée pendant cette période pour 122 personnes étrangères de nationalité turque. La plupart sont basées à Schaerbeek².

Nous avons repris dans une banque de données le nom des administrateurs

des associations concernées. Il est ainsi possible d'établir les liens entre les associations, en repérant notamment les personnes qui cumulent des fonctions de direction (*interlocking directorates*), ces cumuls étant, on peut le supposer, l'indice d'intérêts partagés (Knocke & Kuklinski, 1982 : 31). En s'inspirant notamment d'une précédente enquête menée à Amsterdam (Fennema & Tillie, 1999 ; 2001), il s'agira de tester dans un futur proche quelques hypothèses concernant les

¹ Swyngedouw, Phaet & Deschouwer, *Minderheden in Brussel*, MIB, VUB Press, 1999. Étude regroupant les résultats d'une série d'enquêtes sur la conscience politique, le sentiment de discrimination socioculturelle et les concepts de langue, culture et citoyenneté chez les migrants turcs et marocains à Bruxelles.

² Ce chiffre ne tient donc pas compte des multiples associations de fait qui ne se constituent pas en ASBL et sont donc indétectables par cette méthode ou même par toute autre démarche systématique. On pourrait considérer que de telles associations, du fait de leur absence de structures formelles, sont d'un intérêt mineur. Mais il faudrait faire au moins une exception de taille : les mosquées. Si nombre d'entre elles se sont faites enregistrer, ce n'est pas le cas de nombreuses petites mosquées qui n'en sont pas moins actives. Dans l'autre sens, la publication de statuts au Moniteur ne garantit pas que nous ne sommes pas en présence d'une ASBL «dormante» ou d'un paravent à une activité commerciale. Ainsi, il peut arriver que des cafés prennent la forme d'ASBL pour des raisons d'ingénierie fiscale.



SUITE DE LA PAGE 21

effets des positions et des relations qui structurent les réseaux des associations turques sur le plan de la participation politique (Jacobs, Phalet & Swyngedouw, 2004).

Le tableau de la page 25 indique les organisations turques qui entretiennent des relations privilégiées par l'intermédiaire de personnes qui cumulent des fonctions dirigeantes. Sur les 159 associations turques bruxelloises dont la création a été annoncée au Moniteur dans la période 1998-2003, 64 partagent les mêmes administrateurs avec d'autres. Parmi elles, on trouve d'ailleurs la plupart des organisations qui ont une présence marquée sur le terrain. La plus grande chaîne d'interrelations est constituée par une dizaine d'organisations autour de l'association schaarbeekoise Eyad (également connue sous le nom de Fondation internationale belgo-turque d'entraide et de solidarité d'Emirdag et de sa région), une importante association qui regroupe les personnes originaires d'Emirdag, en Anatolie. À côté de ses activités socioculturelles, Eyad a joué un rôle politique limité à partir des élections régionales de 1999. L'idée en vogue comme dans chaque communauté ethnoreligieuse bruxelloise est la formation d'un groupe de pression spécifique ou lobby ethnique. Ainsi, l'association a marqué son soutien et entamé un travail de lobbying

de terrain pour le candidat socialiste Ramazan Koyuncu (non élu malgré ses 1.812 voix de préférence) à la Région. Puis, lors des communales de 2000, Eyad soutient timidement son candidat de gauche à Saint-Josse et son candidat de droite à Schaerbeek avec cette fois deux réussites. En 2003, plusieurs membres d'Eyad, déçus du PS, affichent ouvertement leur préférence pour la liste MR et plus particulièrement pour leur candidat Sevkem Temiz. La concurrence étant plus forte, aucun candidat bruxellois d'origine turque n'arrivera en 2003 à décrocher un siège ni à la Chambre ni au Sénat.

Engagements politiques diffus

À noter également qu'une autre organisation concurrente existe depuis peu sur la même chaussée de Haecht et qui s'active sur des objectifs similaires : l'Association d'Emirdag de Belgique (ou Fondation d'Emirdag de Belgique). Cette dernière, inaugurée avec l'appui des services communaux de Saint-Josse, est étiquetée plus à gauche en vertu de son soutien officiel au nouveau secrétaire d'État bruxellois Emir Kir. Dans la même chaîne, on retrouve le Centre d'information et de dialogue islamique (CIDI), relié par ailleurs avec Prizma (récemment devenu PRISMA), une association elle-même reliée à la confrérie des Nurcus

En novembre 2003, plusieurs élus et ex-candidats, tant «autochtones» que d'origine turque, ont, sans hésiter, participé à une fête de rupture du jeûne du ramadan aux côtés de représentants des Loups Gris, y compris d'un ancien ministre du MHP, le parti d'extrême droite turc, qui donnait une conférence juste après le repas. Ainsi que le remarquait un journaliste, «on veut bien croire que certains des élus présents ignoraient le curriculum vitae de l'orateur. Ils n'ont du reste pas assisté à la conférence, se contentant de participer à la rupture du jeûne à laquelle ils étaient conviés. La conférence elle-même ne figurait d'ailleurs pas sur l'invitation. Mais les mandataires belges d'origine turque ignoraient-ils où ils mettaient les pieds, c'est plus douteux malgré leurs dénégations»⁴. Une ex-candidate CD&V, collaboratrice d'une députée régionale présente au repas, a quant à elle carrément déclaré à l'hebdo *Brussel Deze Week* qu'«il y a beaucoup d'incompréhension au sujet des Loups Gris, on peut les comparer au Lion flamand (Vlaamse Leeuw) chez nous, le MHP ressemble plus à l'ex-Volksumie qu'au Vlaams Blok»⁵. Et sa députée d'enchaîner sur une précision dans le courrier des lecteurs du même hebdo : «Je ne suis membre d'aucun parti turc, je suis une chrétienne-démocrate flamande!»

2004 : la consécration

Pendant la campagne des régionales, une «marche turque» pavoisée de drapeaux turcs et de pancartes s'en prenant aux partisans de la thèse du «prétendu génocide arménien» s'est déroulée à Bruxelles. Tous les candidats PS, MR et CDH d'origine turque y ont participé, ainsi qu'une candidate écolo d'origine turco-albanaise. Une grande publicité a été donnée à cette manifestation négationniste par les médias écrits et électroniques turcs, tant basés en Belgique qu'en Turquie.

Contrairement aux pronostics, le candidat MR-FDF Sait Köse n'a pas réussi à se faire élire au Parlement régional au contraire des deux candidats socialistes francophones Emir Kir et Emin Özkara, qui ont chacun recueilli 60 % de leurs votes dans les cantons électoraux de Schaerbeek et de Saint-Josse, qui ne représentent pourtant que 29 % des électeurs bruxellois, ce qui laisse clairement supposer l'existence d'un soutien spécifique émanant des électeurs d'origine turque, dont la plupart sont concentrés dans ces deux communes. Le 20 juillet, Emir Kir est devenu le premier membre d'origine turque d'un gouvernement belge, en tant que secrétaire d'État régional bruxellois à la Propreté publique et aux Monuments et Sites. ■

PIERRE-YVES LAMBERT

⁴ Philippe Carlot, «Polémique autour de la participation de responsables politiques belges à une cérémonie de rupture du jeûne du ramadan. Y participait également un responsable turc d'extrême droite.», *Radio Bruxelles-Capitale*, le 18 novembre 2003, journal régional de 7h30.

⁵ Steven Van Garsse, «Smet en Grouwels op bezoek bij Grijze Wolven?», *Brussel Deze Week*, nr. 911, 20-27 novembre 2003.



Voyage au Türkbeekistan



de la tendance Fethullah Gülen (mouvement islamique réformiste). Les gens de Prizma sont les initiateurs du collège Lucerna, la nouvelle école «turco-flamande» de Schaarbeek qui vient de s'étendre dans d'autres villes flamandes (Anvers, Gand et Genk). Betiad, une association d'hommes d'affaires turcs, est aussi reliée à cette chaîne via une association de personnes originaires de la région de Bayat. Tant Betiad que Prizma ont joué un rôle lors des dernières élections régionales et européennes en Belgique en organisant des soirées

de présentation pour les représentants de chaque parti démocratique, chacun débarquant naturellement à la séance avec son candidat d'origine turque.

À côté de cette grande chaîne, on retrouve un certain nombre de «cliques» (ou des mini-réseaux d'organisations imbriquées les unes dans les autres), comme par exemple autour de l'organisation de gauche Sima/Turk Daniş à Saint-Josse ou autour de la tendance nationaliste laïque (Association pour la pensée d'Atatürk en Belgique – BADD), qui flirte depuis un certain temps avec

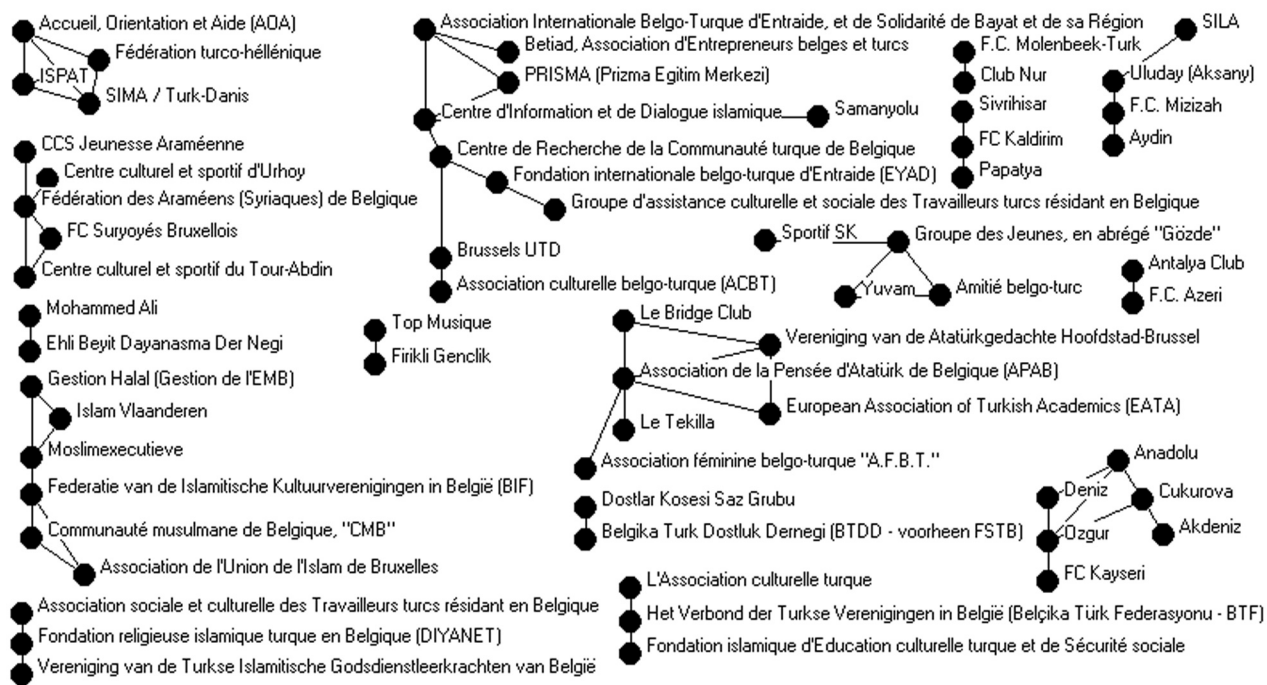
le maoïsme du fait de l'activisme de certains de ses membres au sein d'Işçi Partisi (Parti des travailleurs – extrême gauche nationaliste et promilitariste turque). Les «Atatürkistes» qui disposent aussi de connexions avec l'organisation étudiante indépendante EATA (European Association of Turkish Academics) ont encore mené une action récente contre l'érection à Ixelles d'un monument commémorant le génocide des Arméniens, génocide dont ils nient l'existence. Curieusement d'ailleurs, une coalition «nationaliste» s'est formée sur cette question épineuse associant des membres de l'extrême gauche (sympathisants d'Işçi Partisi) et de l'extrême droite (sympathisants du MHP) turques pour manifester contre ce désormais célèbre monument de la communauté arménienne de Belgique.

État turc, associations religieuses et politiques

Par ailleurs, Bruxelles héberge une chaîne de trois organisations turques d'extrême droite, avec comme pivot l'Union des associations turques de Belgique (Belçika Türk Federasyonu – BTF), qui entretient des liens avec le parti d'extrême droite turc MHP (aussi connu sous le nom de Loups Gris). On a d'ailleurs pu assister, en pleine campagne électorale belge, à l'organisation d'un meeting à l'occasion de la visite en Belgique de l'homme fort du MHP (Devlet Bahçeli) en compagnie du président de la Fédération turque de Belgique.

Diyanet (Fondation religieuse islamique turque en Belgique ou FRIT aisbl), qui est l'organe mis en place par l'État turc pour les affaires religieuses, est administrativement liée avec l'Association des professeurs turcs de religion islamique et est renseignée dans le Moniteur en tant qu'organisation-mère de l'Association sociale et culturelle des travailleurs turcs. Bien qu'officiellement, la Fondation religieuse soit une association internationale sans but lucratif, officieusement il existe bien un lien direct avec le pouvoir turc puisque le président de Conseil d'administration de l'association n'est autre qu'un attaché aux affaires sociales à l'ambassade de Turquie à Bruxelles. Sur le plan religieux, il y a un lien administratif entre les islamistes modérés de la Fédération des associations culturelles islamiques en Belgique (BIF) et l'Exécutif des musulmans de Belgique, l'organe représentatif des musulmans pour leurs contacts officiels avec les autorités belges. Mais ce lien risque





Liens formels au niveau des administrateurs des associations turques bruxelloises (1998-2003) selon les données dans le Moniteur. Collection de données par Eric Cillessen, Fran Vandenberghé et Dirk Jacobs. Analyse de réseau par Dirk Jacobs.

fortement de disparaître avec le renouvellement complet de l'Assemblée et de l'Exécutif suite aux élections générales décidées par la ministre de la Justice. En effet, les structures pro-ambassades ou nationalistes comptent bien cette fois entrer dans le jeu, contrairement au boycott de 1998. Par ailleurs, la personne qui expliquait ce lien n'est plus en fonction au sein de la Fédération islamique belge et ne sera bientôt plus membre de l'Exécutif des musulmans de Belgique, actuellement démissionnaire. La BIF a également joué un rôle politique actif en organisant des soirées d'information pour ses fidèles durant les campagnes électorales de 1999, 2000, 2003 et 2004.

Mentionnons également l'existence de couples d'associations reliant des clubs de football à d'autres organisations turques, ainsi que d'un petit réseau d'associations sportives araméennes. 95 organisations turques restent isolées, à tout le moins selon le critère formel choisi.

Une étude en cours de la KUB-ULB examine de plus près dans quelle mesure ces cumuls de fonctions dirigeantes traduisent de manière adéquate les liens de collaboration entre associations turques. Quels sont les effets externes (par exemple sur le plan de la participation

politique) des positions occupées dans le réseau? Des indications déjà disponibles montrent que les liens administratifs formels ne révèlent qu'une partie de la réalité. Si on s'en tenait à l'analyse formelle, il faudrait en déduire que Diyanet (Fondation religieuse islamique turque en Belgique) ne joue qu'un rôle mineur dans la vie communautaire des Turcs de Bruxelles, alors que cette organisation est une des plus influentes et des mieux ramifiées. L'analyse de réseau ne pourrait pas non plus rendre compte du rôle joué sur le terrain par les services diplomatiques turcs. Enfin, le rôle d'une coordination comme Belçika Türk Koordinasyon Kurulu (Conseil de coordination belgo-turc, BTKK) serait évacué simplement parce qu'elle ne s'est pas constituée en ASBL régulière pendant la période envisagée, alors que cette organisation nationaliste turque regrouperait 5 fédérations de 93 organisations turques en Belgique et qu'elle prétend, selon ses propres dires, organiser des activités «pendant toute l'année et 24 heures sur 24 au service de l'État turc et de ses citoyens»³. Une des principales associations membres de cette coordination est l'organisation d'extrême droite Belçika Türk Federasyonu. Parmi les autres, il est difficile de déterminer lesquelles sont encore actives. Comme

mentionné plus haut, à Bruxelles, ce Conseil de coordination belgo-turque a été relié par ses multiples activités avec les organisations les plus diverses, comme entre autres l'association nationaliste de gauche BADD («atatürkiste»), l'association des originaires d'Emirdag (Eyad) et l'émanation de l'État turc Diyanet.

Une analyse de réseau formelle sur base du cumul des fonctions dirigeantes ne peut pas suffire à mettre en lumière les subtiles connexions qui structurent la communauté turque. Mais nous espérons qu'elle pourra apporter un peu de clarté à la perception de la vie associative turque à Bruxelles – de même que nous espérons qu'un examen scientifique pourra rendre plus intelligible la vie associative «belgo-belge» et interculturelle. La vie associative des différents groupes remplit une fonction importante dans la capitale de la Belgique, et c'est à juste titre que les sciences sociales s'en préoccupent. ■

DIRK JACOBS, ERIC CILLESSEN et MEHMET KOKSAL

³ Voir son site: <http://www.turkish-lobby.com/nederlands.htm>

Références

M. Fennema & J. Tillie, "Political participation and political trust in Amsterdam. Civic communities and ethnic networks", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 25 (4), 1999, pp. 703-726.

M. Fennema & J. Tillie, "Civic community, political participation and political trust of ethnic groups", *Connections*, 24 (1), 2001, pp. 26-41.

D. Jacobs, K. Phalet & M. Swyngedouw, "Associational Membership and Political Involvement Among Ethnic Minority Groups in Brussels", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 30 (3), 2004, pp. 543-559.

D. Knoke & J. Kuklinski, *Network Analysis. Quantitative Applications in the Social Sciences*. Sage, London, 1982.

A. Manço & U. Manço, *Turcs de Belgique. Identités et trajectoires d'une minorité*, Brussel, Info-Türk, 1992.

M. Swyngedouw, K. Phalet & K. Deschouwer, *Minderheden in Brussel*, Brussel: VUBPress, 1999.

A. Van Heelsum, *Turkse Organisaties in Amsterdam, een netwerkanalyse*, Amsterdam, Het Spinhuis, 2001.

Chronique d'une tripartite avortée

Comment aborder les sujets tabous interethniques ? Qu'est-ce qu'un sujet tabou et comment les acteurs se positionnent par rapport aux autres personnes issues de l'autre communauté ? En partant de l'idée d'un article, nous avons tenté, en vain, d'organiser une rencontre entre trois personnes issues des communautés turque, kurde et arménienne de Belgique.

UNE ENQUÊTE DE MEHMET KOKSAL

Le thème est facile à retenir mais difficile à dissérer : «les sujets tabous» entre les 3 communautés (turque, kurde et arménienne).

Les protagonistes seront cette fois Teoman Pamukçu (d'origine turque, chargé de recherche à l'Université du Luxembourg et candidat écolo aux dernières élections régionales), Derwes Ferho (président de l'Institut kurde à Bruxelles) et Poguz Okmen (représentant des démocrates arméniens à Bruxelles). Afin de rendre le débat encore plus constructif, nous avons prévu un échauffement individuel, avant débat, aux trois interlocuteurs motivés à l'aide d'un questionnaire à cinq questions :

1. Présentation : lieu de naissance, parcours professionnel, parcours politique...
2. D'après vous, quels sont les sujets tabous au sein de votre communauté d'origine ?
3. Votre regard/opinion personnel sur ces questions ?
4. D'après vous, quelle est la perception de l'autre communauté (turque, kurde ou arménienne) ?
5. Quel élément pourrait faire avancer les choses, dans les deux ou trois camps ?

Pour mettre nos invités à l'aise, nous décidons d'organiser une rencontre privée entre trois intellectuels qui se lanceront dans une plaidoirie «off-the-record» autour d'une table ronde avec l'objectif annoncé d'un article dans la revue *Politique*. L'exercice ne consiste finalement qu'à lire ses réponses, écouter ses interlocuteurs dans le même registre et leur poser à chacun une ques-

tion. Après quelques discussions téléphoniques, tout semble bouclé quand, caramba !, notre interlocuteur kurde conditionne sa participation à la présence de l'Arménien. «Écoutez, on a vu la signature de Teoman Pamukçu sous une pétition réclamant l'enlèvement du monument au génocide arménien à Ixelles. Vous comprendrez donc qu'on ne viendra pas à cette réunion», nous explique Derwes Ferho qui nous demande d'avoir l'aval de l'Arménien avant de le rappeler. Vérification faite, Teoman n'a jamais signé un tel document mais l'argumentaire de Derwes Ferho se poursuit de la sorte : «Teoman est probablement membre de l'association de la pensée d'Atatürk et cette association a publié un tract appelant à manifester contre le monument au génocide arménien en utilisant des slogans nationalistes. Comme le tract est signé par cette association, on peut en conclure que Teoman soutient cette démarche». Une logique fort dangereuse qui se base sur de sombres conjectures.

Pas de chance, Poguz Okmen tourne autour du pot, reprend à son compte l'argument de Ferho pour finalement ne plus répondre à nos appels. On comprend à ce moment que le premier tabou (la rencontre) ne sera pas transgressé. Sans rancune, voyant que Teoman Pamukçu nous avait répondu positivement, nous décidons de maintenir la rencontre... tripartite : Teoman, sa femme (Cigdem Yalçın) et moi-même.

La question arménienne

«**J**e suis membre d'une association qui s'appelle l'Assemblée des citoyens d'Helsinki – implantée dans différents pays – qui organise justement ce type de rencontres pour le développement interculturels», commence Cigdem Yalçın. «En 2001, à Istanbul, a eu lieu la deuxième rencontre

(la première était en Arménie) entre des Turcs de Turquie et des Arméniens d'Arménie. Suite à cette rencontre, on a constaté que les deux peuples ne se connaissaient pas du tout. Nous les Turcs, nous ne connaissons finalement ni les Arméniens d'Arménie, ni (encore plus grave) les Arméniens de Turquie. On ne connaît d'eux que ce qu'ils veulent bien montrer mais cela reste très parcellaire, superficiel. On a pu vraiment sentir que cette question du génocide était un réel obstacle même à la coopération culturelle entre les gens. Et à ce propos, une partie des intellectuels turcs est prête à assumer les faits, génocide ou pas. En fin de compte, on sait que des choses négatives se sont passées en 1915 contre une partie de la population. Les Turcs acceptent de discuter des événements de cette année pour en arriver rapidement à la conclusion qu'il s'agit non pas d'un génocide mais bien d'une déportation de la population arménienne par le gouvernement Jeunes Turcs¹ qui serait justifiée par les circonstances de l'époque. Je pense que la communauté arménienne de Turquie a la chance d'avoir un leader religieux (patriarche des Arméniens de Turquie) jeune et intellectuel en la personne de Mesrob Mutafyan. Je me souviens qu'en plus de cette question, subsistent encore d'autres problèmes pour les Arméniens de Turquie, comme celle de la possession des biens. Ainsi, des incertitudes subsistent concernant les droits de succession au cas où un Arménien voudrait léguer ses biens à une fondation religieuse arménienne, problème qui existe de facto sinon de jure. D'après le Traité de Lausanne qui ne reconnaît que les minorités religieuses, les fondations représentant ces minorités n'ont ni le droit de vendre ni le droit d'acheter des biens. Ainsi sur les questions de dons et d'héritage, il existe toute une polémique entre l'État et les minorités. Les tensions intercommunautaires étaient les plus

¹ Ndlr : gouvernement sous la houlette du triumvirat Enver, Talat et Cemal (dirigeants du parti jeune-turc de tendance libérale et réformatrice opposé au conservatisme de la cour ottomane) qui domina la vie politique à la fin de l'Empire de 1913 à 1918.





² Ndlr : DSP-MHP-ANAP, gauche nationaliste et droite nationaliste avec l'appui du centre-droit.

³ Ndlr : revue hebdomadaire de la minorité arménienne dont le directeur, Hrant Dink, a récemment accordé une interview au journal Radikal – centre-gauche – où il déclarait qu'un génocide avait bel et bien eu lieu en 1915 mais où il critiquait aussi la position agressive de la diaspora arménienne.

⁴ Auteur d'un livre intitulé *L'identité nationale turque et la question arménienne* publié en Turquie et où l'auteur conteste la thèse officielle de la déportation et proclame qu'il s'agit d'un génocide. Taner Akçam, *Türk Ulusal Kimligi ve Ermeni Sorunu*, Iletisim Yay.

fortes lors du dernier gouvernement Ecevit². Les craintes étaient telles que les Arméniens ne réagissaient même pas et attendaient la réaction du peuple turc. Des militants fascistes n'ont pas hésité à faire de la provocation devant la rédaction d'AGOS³. Ce qui m'ennuie le plus finalement quand on discute avec les Turcs, c'est cette vision folklorique de parler des minorités qu'ils ne reconnaissent même pas. On vous explique alors que la Turquie est une mosaïque avec un peu de Kurdes par-ci, un peu d'Arméniens par-là, d'Alévis, d'Assyriens, etc. C'est d'un simplisme affligeant quand on regarde sincèrement les problèmes. Le vrai dialogue doit commencer à

s'installer entre les Turcs de Turquie et les Arméniens d'Arménie. Vu la vision revancharde et extrémiste de la diaspora, il est illusoire de commencer à construire à partir des expatriés.»

Teoman Pamukçu prend le relais de la discussion. Avec son look d'intellectuel à lunettes rondes, sa manière de ponctuer les phrases qui rend le discours sincère et aussi une dose d'hésitation, Teoman tente d'argumenter par étape.

«Si on prend la position officielle de la Turquie, on peut résumer les faits en soulignant d'abord la trahison arménienne envers les Ottomans (on ne peut pas encore

parler de la République turque car elle est fondée en 1923). On nous explique qu'en s'alliant avec les Russes, les Arméniens ont massacré entre 100 et 200.000 Turcs durant la même période. Bien entendu, les Arméniens ne veulent jamais parler de cette histoire. La thèse officielle continue en expliquant que les Jeunes Turcs d'Enver Pacha décident de déporter les Arméniens pour les punir et qu'en chemin, ceux-ci meurent de faim, de maladie et d'attaques de la population turque et aussi kurde. En gros, ce ne serait que le résultat d'une déportation qui aurait mal tourné... L'explication est trop facile et peu convaincante car si l'on décide de déporter, on est aussi responsable de la sécurité et de l'approvisionnement des gens. Donc, la responsabilité est ici clairement engagée. Maintenant sur la question du génocide. Était-ce un acte prémédité, systématique, délibéré? Peut-on comparer ces événements au génocide des Juifs par les Nazis durant la Deuxième Guerre mondiale? À mon avis, il n'y a que les historiens spécialistes qui peuvent répondre à ces questions.

Pour cela, il faut creuser les archives en langue ottomane, théoriquement libre d'accès mais, encore aujourd'hui, pas dans la pratique. Par ailleurs, la raison principale pour laquelle l'État turc refuse catégoriquement de parler de génocide est due principalement à la crainte de voir les Arméniens saisir les instances judiciaires internationales en vue de réclamer des réparations.

Contrairement à une idée reçue, tous les intellectuels turcs ne sont pas sur la même longueur d'onde à ce sujet. Des chercheurs comme Taner Akçam⁴ ou Halil Berktaş (professeur d'histoire à l'Université de Sabanci à Istanbul) contredisent ouvertement la thèse officielle en cause et estiment qu'on peut parler de génocide arménien. Je précise que les livres de ces chercheurs sont bel et bien publiés en Turquie. À un moment ou à un autre, il faudra dépasser la focalisation sur cette question. Le résultat incontestable est que des gens sont morts durant ces événements et qu'il faut faire preuve d'empathie. Un chercheur turc, Ahmet Insel, professeur à l'Uni-



Voyage au Türkbeekistan

“Lors de sa visite en Argentine, le Premier ministre Erdogan a déclaré qu’il s’opposerait à un État kurde même s’il devait prendre place en Argentine. On ne peut pas être aussi borné. Et dire que sa femme est kurde...”



versité francophone de Galatasaray à Istanbul, expliquait dans un article paru dans le quotidien français Libération en 2001 qu’il nous fallait “reconnaître la douleur arménienne”. Il a parfaitement raison, si moi aussi j’avais perdu mes parents dans ces conditions, j’aurais été abattu. C’est pour ça qu’il faut faire preuve d’empathie. On devrait se poser la question avec l’émergence des nouvelles générations. Veut-on transmettre la situation actuelle à nos jeunes ? Je pense qu’il existe une meilleure manière de vivre ensemble.

On n’a pas pu se voir avec vos invités, ce qui est déjà un élément significatif de la tension, mais je comprends la réaction de l’Arménien car si effectivement j’avais signé une telle pétition pour l’enlèvement de ce monument, la position de l’invité arménien serait tout à fait justifiée. Je précise que je n’ai jamais signé un tel document. Par contre, il est plus étonnant de voir la réaction de l’invité kurde car la participation des Kurdes aux côtés de l’armée ottomane aux événements de 1915 contre les Arméniens est un fait historique admis par tous⁵. Ceci dit, je reste ouvert pour une nouvelle rencontre.»

⁵ Voir Hamidiye Alaylari, Bataillons de soldats kurdes fondés à la fin du 19^e siècle par des propriétaires terriens kurdes loyaux à l’État ottoman.

⁶ Ndlr : religion apparaissant comme une mixture entre l’islam, le zoroastrisme avec des composantes juives et chamanistes. Religion dualiste que certains chercheurs relient au mithraïsme, les Yézidites compteraient une communauté de 200.000 fidèles.

La question kurde

«Aujourd’hui, la question kurde n’est plus un sujet tabou en Turquie mais il subsiste un certain nombre de questions que l’on évite d’aborder : l’oppression des Kurdes suite au coup d’État de septembre 1980, le rôle de l’armée dans la sale guerre opposant l’armée turque à la guérilla kurde de 1984 à 1999, date de la capture d’Abdullah Öcalan, chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)... Mais de manière générale, c’est déjà un sujet tabou de critiquer le rôle de l’armée turque dans la vie politique et économique en Turquie», précise Teoman Pamukçu. «Aujourd’hui, vu le nombre de mariages interethniques turco-kurdes, il est difficile de classer les gens. Vous pouvez atteindre les plus hautes sphères de l’État mais, et c’est là que réside le problème, sans jamais mettre votre

identité kurde à l’avant-plan. L’ancien Premier ministre Ecevit est, par exemple, d’origine kurde mais il ne serait sans doute pas arrivé à ce poste s’il avait mis son identité ethnique en valeur. Sur le plan politique également, si un parti politique commence à développer des thèses sur une fédération, il pourrait être attaqué sous prétexte de mettre en péril l’unité de la nation. On peut également souligner l’avancée faite pour la diffusion des programmes en langue kurde même si on peut déplorer que cette possibilité ne soit pour le moment accordée qu’aux entreprises publiques de radiodiffusion.»

De cette discussion avec Cigdem Yalcin et Teoman Pamukçu, on retiendra déjà deux facteurs susceptibles de favoriser l’entente entre les trois communautés : les mariages intercommunautaires et la nécessité de commencer d’abord le dialogue avec les personnes au pays d’origine. Le couple réfléchit également sur les retombées positives dans ce domaine des perspectives d’adhésion de la Turquie à l’Union européenne.

...

Pour forcer la discussion virtuelle, nous décidons alors de tenter un entretien individuel avec nos contacts arménien et kurde. Poguz Okmen nous renvoie aux calendes grecques pour une éventuelle rencontre. Après 3 fax et 4 appels téléphoniques, nous jetons l’éponge. Par contre, Derwes Ferho (président de l’Institut kurde à Bruxelles) accepte volontiers de nous recevoir dans ses locaux.

«Je suis originaire de la ville de Midyat dans le Nord du Kurdistan, une région occupée par la Turquie. Mon arrivée en Belgique date de 1977 comme réfugié politique après un passage par Berlin. Je me disais à l’époque qu’après une période de 5 ans, la Turquie deviendrait réellement un pays démocratique et que je pourrais retourner sur la terre de mes ancêtres. J’étais un sympathisant de DDKO (Devrimci Dogu Kültür Ocaklari – Foyers révolutionnaires culturels orientaux). J’ai ce profond sentiment de refus contre le système turc. Ce régime kémaliste et militariste qui ne me reconnaît pas, pourquoi voulez-vous que je le reconnaisse ? On estime à 20 millions le



nombre de Kurdes vivant en Turquie mais c'est impossible à déterminer statistiquement. Jusque dans les années soixante, lors des recensements, on demandait aux gens leur langue maternelle, par la suite c'est devenu interdit. En Belgique, on estime également la présence kurde entre 12 et 14.000 personnes, sur base de la ville d'origine. Quand on organise de manière professionnelle notre fête nationale (Newroz), on arrive à rassembler environ 1.400 participants, ce qui est déjà un succès.

Les sujets tabous existent bien entendu chez les Kurdes mais la proportion est moins grande que chez les Turcs ou les Arabes. L'un des sujets tabous par excellence est la religion avec l'interdiction de mariage extra-concessionnel chez les Yezidis⁶. Toujours chez les Yezidis, il n'est pas possible de discuter sur les réformes dans la religion. Par contre chez les Kurdes, il est possible de discuter de la définition de Dieu, ce qui est très difficile chez les Turcs ou les Arabes. Par exemple, j'ai déjà assisté à des débats sur le sexe de Dieu et le fait que son existence soit d'ordre naturel et donc asexué. En kurde, Dieu se dit «Xueda», celui qui s'est créé lui-même. Dans les autres

communautés, c'est même un péché de discuter de la définition de Dieu. Le prophète kurde Serdesht (non reconnu comme tel par les autres) dit d'ailleurs que le bien et le mal sont dans l'homme. En somme, il veut dire que tu es toi-même ton propre Dieu et que tu es responsable de tes actes. Autre point, quand les Kurdes prient, ils se tournent vers le soleil et non vers La Mecque, même s'ils se réclament musulmans. Le soleil était l'un des premiers dieux du peuple kurde. Enfin, comme chez les Turcs, les Iraniens et les Arabes, l'honneur de la femme reste un tabou pour les Kurdes. La femme représente l'honneur familial par excellence et on ne peut discuter sur ce sujet. Je précise que le rôle de la femme kurde a toujours été de loin supérieur à celui des autres femmes de la région. En 1946, par exemple, on compte 6 ministres femmes sur 13 dans le gouvernement du Kurdistan iranien qui s'était constitué temporairement en État.

Sur les tabous intercommunautaires entre Kurdes, Turcs et Arméniens, il n'y avait pas autant de difficultés cent ans auparavant. Chacun était reconnu dans son identité et maître chez soi. On peut lire par exemple dans les livres d'histoire qu'un Pope arménien (ndlr :prêtre de l'Église orthodoxe slave) entrait prier dans notre mosquée quand il ne trouvait pas sa chapelle et l'imam du lieu ne protestait pas. Mais, avec la fondation de la République, on voit apparaître une idéologie avec un seul État, un seul peuple, une seule langue et c'est alors que tout devient tabou pour les Turcs. Aujourd'hui, si vous parlez de démocratie avec les Turcs, personne ne s'y opposera et chacun soutiendra le besoin d'une société démocratique. Mais si vous commencez à parler de la liberté de parler sa propre langue et de promouvoir sa propre culture, ils ne comprennent pas car, pour eux, il existe la langue turque. Donc, vous pouvez être Kurde, Circassien, Arménien mais avant tout vous êtes Turc. Sur 10.000 Turcs, il arrive qu'un seul soit assez lucide pour dépasser ses tabous, c'est vraiment très rare. On a beaucoup moins de tabous avec les Arméniens car nous sommes des peuples écrasés.»

«Oui à l'entrée de la Turquie dans l'UE mais...»

Derwes Ferho commence à se sentir à l'aise au fil de la conversation. Il nous offre un verre de boisson gazeuse et enchaîne sur un autre sujet. «Les Turcs seront beaucoup plus modernes, entreprenants et sincères à partir du moment où ils considéreront les autres peuples comme leurs égaux. Il faut qu'ils comprennent que personne n'est moins important que les Turcs. Il faut qu'ils se débarrassent de leurs complexes. Est-ce que le monde va s'écrouler s'ils reconnaissent la présence des Kurdes ou des Arméniens ? C'est même paradoxal de voir la Turquie réclamer ses droits à propos de l'Union européenne alors qu'ils ne reconnaissent pas ces mêmes droits d'existence aux Kurdes, y compris ici en Belgique. C'est incroyable de voir une telle mentalité rétrograde. Je soutiens sincèrement l'entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne pour le bien du peuple turc mais à une seule condition. Leur entrée va être comme une ouverture du pays et pourra sauver définitivement la Turquie de la menace islamiste au Moyen-Orient, à condition que la Turquie fasse un changement radical fondamental : changer ses mentalités en arrêtant d'insulter les Kurdes comme je l'ai vu dernièrement en Irak. Lors de sa visite en Argentine, le Premier ministre Erdogan a déclaré qu'il s'opposerait à un État kurde même s'il devait prendre place en Argentine. On ne peut pas être aussi borné. Et dire que sa femme est kurde...»

Pourquoi n'avons nous pas réussi à nous réunir avec vos invités ? Pour moi, il n'y avait aucun problème et je suis encore prêt à les rencontrer, c'est surtout l'invité arménien qui était ennuyé par l'invité turc.» La discussion se termine courtoisement et on ressort du bâtiment avec un livre qui nous est offert sur le génocide... kurde !

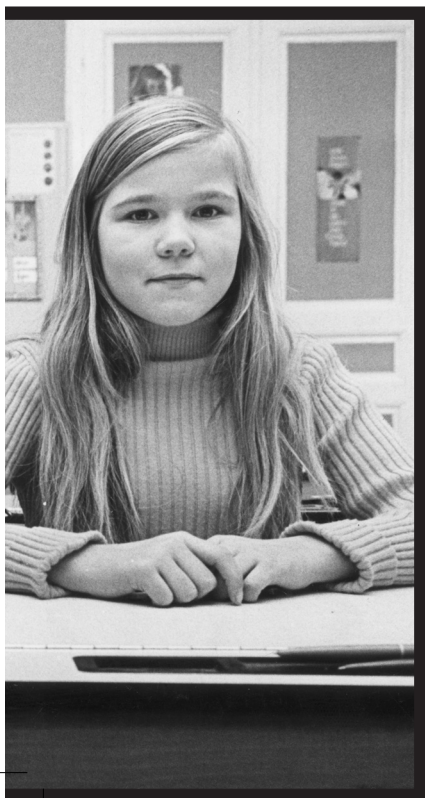
L'interlocuteur arménien

De retour dans nos quartiers, nous constatons que sans donner la parole à une personne d'origine arménienne, l'article perd de son équilibre. Après une deuxième recherche, nous tombons sur la bonne personne : Antoine Akayyan. Pour faire simple, c'est un Arménien d'Istanbul

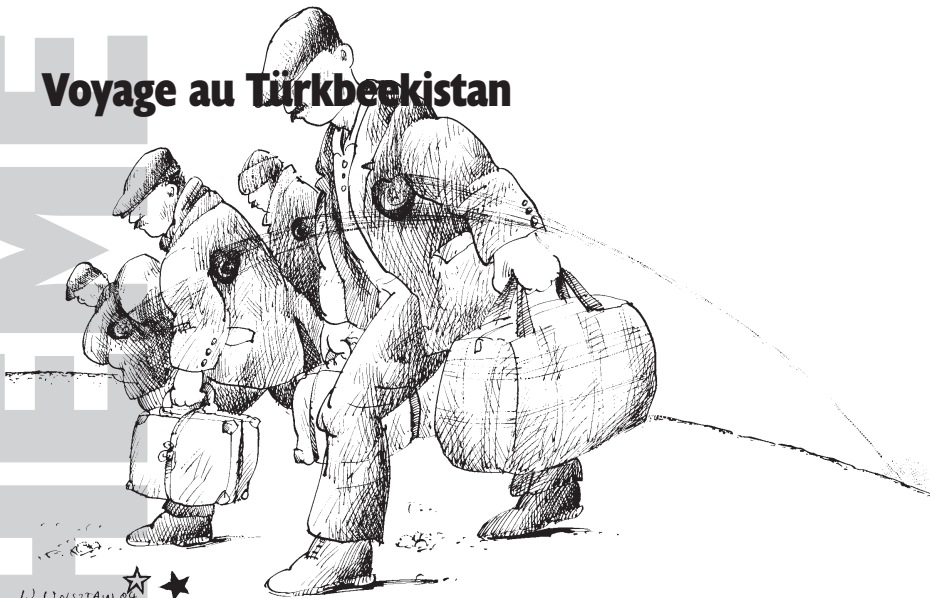
mais en réalité c'est plus compliqué... Fils d'un kurde araméen (christianisé au célèbre monastère Deyrul Zefaran de Mardin) et d'une arménienne chrétienne de Diyarbakir, Antoine vit à Bruxelles depuis l'âge de 9 ans, il s'est marié en Belgique avec une Belgo-turque originaire de Kayseri. Militant socialiste depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale (1989), il a également été l'un des premiers candidats originaires de Turquie lors des élections communales en 1994. Il nous reçoit chaleureusement dans son établissement et nous entamons la discussion. «À l'occasion de ma candidature, j'avais rencontré les journalistes de Hürriyet (ndlr : quotidien turc de centre-droit) qui avaient écrit un article sur moi en disant que «notre ami arménien veut défendre les intérêts de la population». C'est vrai qu'en tant que politicien, il est clair que mes services sont ouverts à toutes les populations quelles que soient leurs origines. Je ne fais pas de communautarisme. Je pars du principe que je suis Belge et qu'à partir du moment où on est pratiquement né en Belgique et qu'on va mourir en Belgique, on s'occupe des intérêts des Belges, y compris d'origine étrangère. Mes portes sont donc ouvertes à toutes les personnes qui désirent venir me consulter. Malheureusement, certaines personnes n'ont pas compris cette approche. Dans la communauté arménienne, on m'a dit qu'ils n'avaient pas besoin de quelqu'un qui offrait ses services aux Turcs. Les Turcs m'ont répondu qu'ils n'avaient pas besoin d'un Arménien et les Kurdes ont dit que de toute façon tous les deux étaient mauvais... J'étais donc dans une situation difficile à comprendre car je m'activais comme citoyen belge et je ne pensais pas à défendre une communauté en particulier.»

Durant les années septante à Istanbul, Antoine Akayyan s'appelait Erol Akay et vivait avec ses parents, concierges dans une église arménienne sur les rives du Bosphore. «Puis, suite aux mouvements extrémistes durant ces années, on a commencé à subir le vandalisme et les insultes. C'était l'époque de durs affrontements entre la gauche et la droite. Je n'avais que 8 ans à l'époque, je savais qu'on était chrétien dans un pays à majorité musulmane mais c'était tout. Comment voulez-vous être de gauche ou de droite à l'âge de 8 ans ?»

Son père émigre une



Voyage au Türkbeekistan



W. Walsztajn 04

première fois aux Pays-Bas en tant que réfugié politique puis c'est la Belgique qui accueillera favorablement la famille dont le nom «s'arménianise» sur la route pour devenir Akayyan. «Mon père commence directement à travailler dans la restauration au sein de la population turque de Bruxelles. Comme il a grandi à la frontière turco-irako-syrienne, il parlait couramment 5 langues. À Schaerbeek, il était reconnu et très apprécié des restaurateurs turcs, on le nommait Ahmet Usta (ndlr : chef-coq Ahmet).»

Après une enfance difficile dans les quartiers populaires de Bruxelles, Antoine commence à travailler comme barman dans un restaurant libanais et grandit dans ce milieu oriental. Ensuite, il se lance lui-même dans les spécialités turques et libanaises pour finir par vendre des gaufres bruxelloises. Son activité est une réussite économique. Durant la fin des années quatre-vingt, lors d'une soirée libanaise dans un restaurant, Hervé Hasquin lui propose d'entrer au parti libéral (PRL) pour en faire le premier candidat originaire de Turquie aux communales. D'origine modeste, il refuse d'adhérer à un parti qu'il juge à l'époque xénophobe et se laisse convaincre par un militant socialiste pour rejoindre le camp des rouges. Actuellement, il est actif dans l'immobilier.

Régler la question du génocide en Turquie

Concernant les sujets tabous, M. Akayyan mentionne d'emblée le sujet du génocide. «Cette communauté est marquée par la mémoire du génocide. Ce n'est pas un sujet tabou à proprement parler. Le principal souci de la communauté arménienne, comme de toutes les communautés, c'est la réussite économique et sociale et avoir une situation convenable. La reconnaissance du génocide est secondaire car la première réalité est de gagner son pain et d'assurer son avenir. Je ne pense pas qu'il existe des sujets tabous

spécifiques. Je constate simplement l'absence de dialogue et de discussion entre les gouvernements arménien et turc à cause du génocide. Mais je ne vois pas pourquoi c'est un sujet qui concernerait les populations installées en Belgique. Ce n'est pas à la communauté à régler ses comptes à partir de là. Ce sujet devrait normalement être traité par les chercheurs, les historiens ou les politiciens du pays d'origine. C'est une affaire entre pays, entre chercheurs ou historiens et ce n'est pas aux immigrés de se déchirer. Ce n'est pas l'affaire des populations installées en Belgique. Si demain le gouvernement turc reconnaît le génocide, que vont faire les associations ? Ou si l'Arménie dit qu'il ne s'agit pas d'un génocide, que vont faire les Arméniens de Belgique ? Je pense qu'il faut laisser ces questions aux politiciens du pays d'origine. En plus, il y a tellement de manipulations des milieux d'extrême droite et d'extrême gauche que cela ne sert qu'à alimenter ces groupuscules. Je comprends que votre réunion n'a pas pu avoir lieu car ce genre de débat doit plutôt être organisé au niveau des chercheurs. Surtout pas au niveau des associations, c'est là une erreur grave. Certains acteurs associatifs sont radicaux, d'autres sont manipulés ou non représentatifs du pays d'origine. C'est finalement beaucoup de travail pour un résultat stérile. Je trouve qu'à Bruxelles, il faut essayer d'avoir une approche européenne pour parler de ces questions.»

Les gens évoluent

«Sur la question du génocide, il est assez facile de se faire une opinion. Il suffit de lire les archives de l'Empire ottoman et des pays voisins sur le recensement des populations en fonction de leur religion. C'était le cas à l'époque et si vous regardez aujourd'hui encore les cartes d'identité turques, vous pouvez encore lire la religion d'une personne. Donc, il suffit de faire la différence en 1910 et 1920 concernant le nombre de citoyens de con-

fession chrétienne et puis se demander où sont passées ces populations. Il faut aussi se demander pourquoi ces populations arméniennes ont été remplacées sur ces terres par des Kurdes. Pour moi, le mot génocide se rapporte à l'importance des événements et je pense qu'il faut tenter de dépasser la cristallisation sur ce mot. Il faut faire des recherches, discuter et parler pour tenter d'expliquer les faits en tenant compte du contexte de l'époque. Nous, en tant que simples citoyens, nous ne pouvons pas commencer à prendre une position claire à ce sujet. C'est un travail de longue haleine. Il ne faut pas essayer de résoudre ce problème de génocide en entamant un dialogue interculturel en Belgique, c'est une erreur fatale. Déjà à l'époque, en 1994, j'avais tenté une réunion similaire avec le sénateur Roger Lallemand, le PAC (Présence et action culturelle – socialiste) en invitant des interlocuteurs de l'ambassade turque, des Arméniens et des Kurdes. On demandait que chacun vienne défendre sa propre position officielle, on n'a finalement pas réussi à mettre ces gens autour d'une table.

Mais les gens évoluent ou changent. Je trouve ridicule que sur le sujet des gens se déchirent dans les deux communautés à Bruxelles.

Tout d'abord, on vit en Belgique et on est sujet aux lois du pays où l'on vit. D'une part, le Sénat belge a reconnu le génocide arménien et, d'autre part, la commune d'Ixelles a autorisé le monument au génocide arménien sur des bases «politiquement» justes. Ce qui me choque, c'est que des élus de toutes tendances prennent part à des manifestations d'extrémistes, manipulés par l'extrême droite turque ou aussi l'ambassade, qui sont sous la tutelle d'Ankara. Je trouve cela dommage et même ridicule pour des élus turcs qu'ils importent des sujets internationaux à Bruxelles au niveau régional ou communal. Quand des élus défilent lors d'une manifestation aux côtés d'extrémistes, les partis démocratiques bruxellois devraient se poser la question de savoir s'ils n'ont pas commis une erreur de fond à propos de certains candidats.»

À travers ces témoignages croisés, on a tenté de faire revivre la rencontre avortée. Mais ne prêchons pas par angélisme, les débats restent difficiles à trancher tant le volume historique à absorber dépasse largement la capacité des populations concernées. ■

MEHMET KOKSAL

BO
ZAR

Türkiye
Colloque

La Femme en Turquie aujourd'hui

Les femmes turques en dialogue avec l'Union Européenne

13.10.2004 - de 08:30 à 18:00

avec la participation de
Laurette Onkelinx, Vice-Première Ministre,
et de Nebahat Akkoç, Selma Acuner,
Angelica Beer, Fatmagül Berktay,
Emma Bonino, Aysel Celikel, Helle Degn,
Nilüfer Göle, Deniz Kandiyoti,
Anna Karamanou, Catherine Lalumiere,
Nazan Moroğlu, Elizabeth Mueller,
Zeynep Oral, Margarita Papandreou,
Gaye Petek, Lydia la Riviere Zijdel,
Claudia Roth...

PALEIS VOOR
SCHONE KUNSTEN,
BRUSSEL

PALAIS DES
BEAUX-ARTS,
BRUXELLES

CENTRE FOR
FINE ARTS,
BRUSSELS

RÉSERVATIONS: WWW.BOZAR.BE | 02 507 8200

Portrait de Gülşah Sultan, anonyme, début du 19e siècle, Topkapı Sarayı Müzesi

Debriefing post-régionales

Mehmet Teoman Pamukçu était candidat (non élu) écolo aux élections régionales de juin 2004 où il a obtenu 399 voix de préférence. D'origine turque, Teoman Pamukçu a été assistant en économie politique à l'ULB. Ancien expert au Bureau fédéral du Plan, il travaille actuellement comme chargé de recherche à l'Université du Luxembourg.

M. Pamukçu, un petit debriefing après les élections où vous avez été candidat sur la liste Écolo à Bruxelles. Comment avez-vous fait campagne ?

Je n'ai presque pas pu faire campagne car j'étais retenu au Grand-Duché de Luxembourg pour des raisons professionnelles...

Dans ce cas, comment n'avez-vous pas fait campagne ?

Oui, c'est la vraie question car je n'ai pas pu être souvent présent sur le terrain à Bruxelles durant la campagne. Par exemple, je n'ai pas fait comme les autres candidats le tour des cafés pour faire de longs discours, je n'ai pas ouvert un bureau de campagne sur la chaussée de Haecht... J'ai simplement essayé de faire de mon mieux, surtout durant mes week-ends, mais globalement je suis content d'avoir participé aux élections.

N'avez-vous pas fait une erreur tactique lors de la campagne ? Sur vos tracts, on lisait «Teoman» et les gens vous connaissent aussi comme «Teoman» mais sur les listes électorales, on pouvait simplement lire Mehmet Pamukçu. Comment pouvait-on voter pour «Teoman» ?

Oui, j'admets avoir peut-être commis une erreur stratégique sur ce point mais l'essentiel n'est quand même pas là car c'est surtout le message et le discours qui comptent, c'est d'ailleurs tout le sens de mon engagement chez Écolo. En campagne, vous êtes continuellement sous pression, c'est peut-être bien mais c'est aussi fatigant à la longue. On reçoit des attaques de tous les côtés. Par exemple, lors d'un débat télévisé sur une chaîne turque diffusée en Europe, on pouvait écouter quelques candidats d'origine turque. Dans la foulée des critiques partisans, j'entends le candidat libéral (Sait Köse - MR-FDF) reprendre en turc la phrase typique pour attaquer le Parti socialiste : «on ne crée pas une église dans un désert économique», puis il s'en prend

encore à un autre parti. Enfin, vient le tour d'Écolo et son argumentation est de dire «oui, mais les Verts accordent trop d'importance aux minorités». J'ai trouvé cela très marrant comme critique car l'orateur n'aurait jamais osé prononcer ces paroles sur un plateau de télévision en Belgique.

À propos, peut-on parler de la minorité arménienne en Turquie ou en Belgique ? Le PS français a pris clairement position sur la question en conditionnant l'entrée au sein de l'Union européenne à la reconnaissance du génocide, et ce juste avant les élections européennes...

Bien entendu, on peut parler du sujet et d'ailleurs je vous rappelle que je suis venu ici suite à votre invitation. Juste un mot sur la position du PS français que je ne trouve vraiment pas sincère. C'est une attitude électoraliste pure juste avant les élections car il existe un réel potentiel de voix concernant cette communauté. Il faut vraiment être naïf pour croire aux bonnes volontés de ces personnes, après tout ce ne sont que des politiciens, je pense qu'ils ne s'intéressent vraiment pas à la question et voulaient juste marquer le coup médiatique.

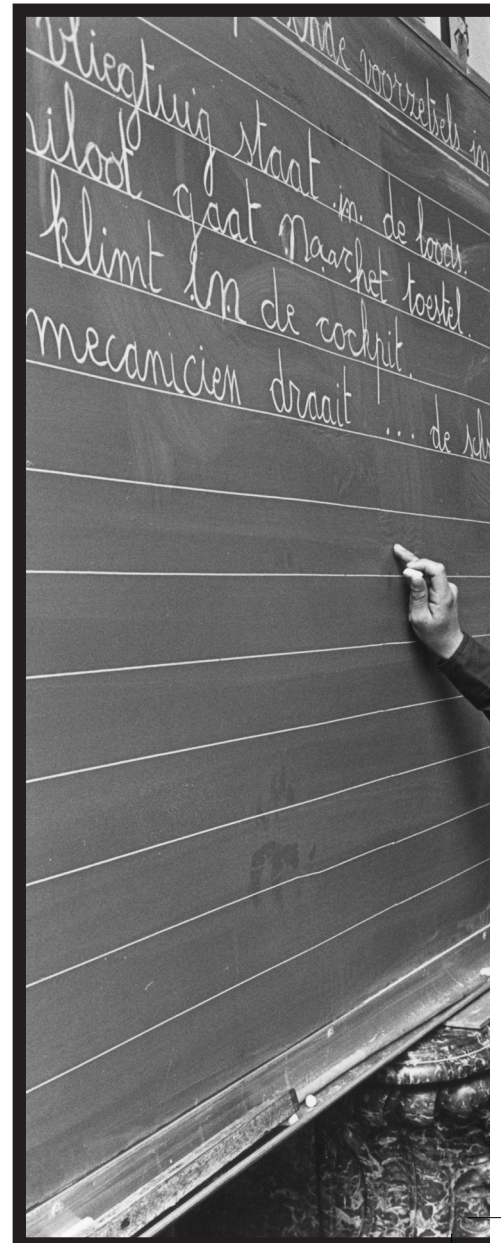
Et votre position dans ce débat sur le génocide arménien ?

Je ne sais pas si ma position est vraiment importante...

Si si. Après tout, vous n'êtes qu'un politicien...

Oui mais on va dire que je ne suis pas un professionnel de la politique. Je n'ai pas besoin de faire cela pour vivre, c'est un engagement militant. Lors de la campagne, aucun journaliste ne m'a posé cette question mais aurait pu le faire car cela ne me gêne pas du tout. Et je lui aurais répondu de la sorte : il est clair qu'il y a eu des massacres mais je ne sais pas si on peut qualifier les faits d'actes prémédités, systématiques et délibérés. Pour prendre une position claire sur le sujet, il nous faudrait enquêter dans les archives de l'époque et

voir les résultats. À mon avis, il nous faut reconnaître la douleur arménienne, faire preuve d'empathie et surtout accepter les résultats d'une enquête indépendante. De nombreux chercheurs turcs commencent ouvertement à parler de génocide mais le sujet reste encore tabou pour l'instant. Il faut aussi que la communauté arménienne cesse d'aborder la question de manière agressive et revancharde. Pensons un instant à l'héritage conflictuel que nous sommes en train de transmettre à la prochaine génération. Est-ce le même héritage que nous voulons léguer à nos enfants ? ■



Polémique monumentale

Antoine Akayyan était candidat socialiste lors des élections communales de 1994. Aujourd'hui, il est commerçant bruxellois du centre-ville avec déjà plusieurs affaires réussies à son actif. D'origine arméno-araméano-kurde, il a d'abord vécu son enfance à Istanbul avant de venir définitivement s'installer à Bruxelles.

Quelle est votre couleur politique ?

Je suis socialiste et franchement très enchanté du travail accompli par Elio Di Rupo. Il fait vraiment un excellent travail...

Et le bilan du parti socialiste à Bruxelles ?

Depuis 1994 cela ne fait qu'augmenter...

Vous parlez du chômage ?

Non, du Parti socialiste en lui-même...

C'est vrai que c'est assez parallèle donc on pourrait confondre...

Je dirais que j'occupe une tendance de droite au sein du parti socialiste. Jusqu'à présent, le parti socialiste s'est construit en donnant jusqu'à ce jour trop d'acquis sociaux afin d'être toujours au top sans toujours tenir compte de la réalité économique. Je suis indépendant donc je le vois et en plus je suis de gauche pure. Mais je comprends aussi qu'une partie des discours est liée aux promesses et la seule manière de promettre est de donner. Actuellement, ce qui manque au sein de la population, c'est la motivation. Les jeunes n'ont plus la motivation ou l'envie de travailler. La première génération d'après-guerre a construit, la deuxième a consolidé et la troisième génération est en train de lapider les acquis. Je vois mal l'avenir du Parti socialiste s'il continue à défendre de manière aussi acharnée les acquis sociaux.

Donc si je comprends bien, il faut moins défendre les pauvres car ils n'ont qu'à travailler.

Attention, je ne dis pas qu'il faut moins défendre les pauvres. Je veux dire qu'il y a une différence entre les pauvres pauvres et les faux pauvres qui le sont uniquement parce qu'ils en ont envie. Ils n'ont plus de motivation.

Comment savez-vous reconnaître un faux pauvre ?

Il faut vouloir le rester, pauvre. Ils ont le chômage et les logements, pourquoi voulez-vous qu'ils travaillent pour 1.000 euros ? Il faut garantir les acquis sociaux pour les pauvres mais de manière limitée sur la durée afin de forcer les jeunes à trouver du travail.

Concernant le monument au génocide arménien, n'est-ce pas la commune d'Ixelles qui importe un tel sujet et provoque ainsi le débat ?

Ce n'est pas la commune qui a érigé ce monument mais la communauté arménienne. La commune d'Ixelles a autorisé le monument et c'est le Comité des Arméniens de Belgique qui a introduit le dossier, lequel a été accepté par une majorité PRL-PS. Cela n'empêche pas que des communautés turques introduisent également des dossiers pour ou contre un monument culturel.

Donc, la communauté turque pourrait introduire un dossier pour un monument au prétendu génocide arménien ?

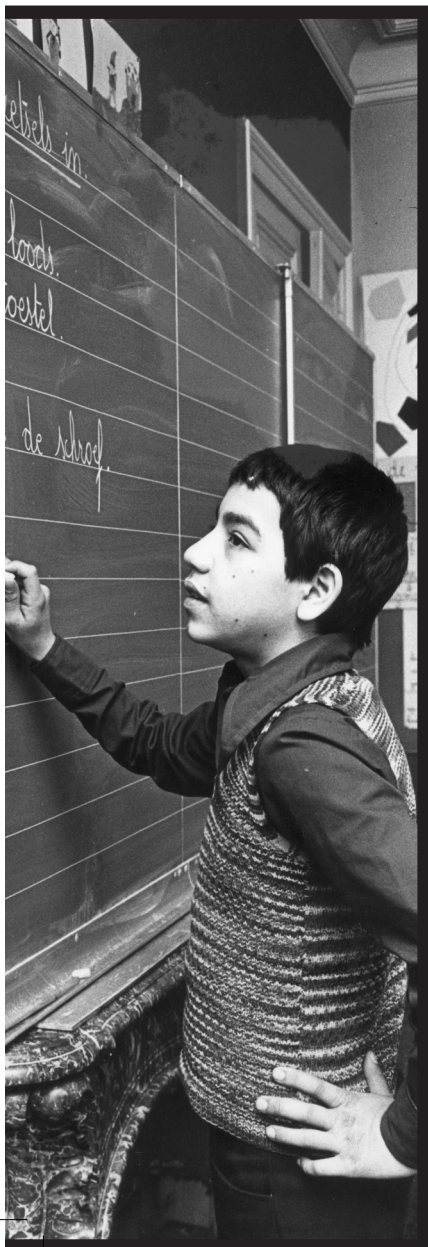
Mais oui, cela n'empêche pas d'introduire ces dossiers et j'ai entendu des demandes pour un projet sur «Nasreddin Hoca» (ndlr : personnage satirique de la culture populaire turque connu pour son humour plein de sagesse) et un autre pour «Atatürk» (Mustafa Kemal, général sous l'Empire ottoman et fondateur de la République turque). Vous savez, à partir du moment où on a décidé de vivre et de mourir en Belgique, on comprend qu'il faut respecter les règles de ce pays. Ce qui se passe en Turquie, en Arménie ou au Kurdistan, cela ne me fait ni chaud ni froid. Moi, je pense comme un Belge, je réfléchis comme un Belge, j'investis dans l'intérêt de la Belgique, avec tout le respect que j'ai pour la culture belge. Il ne faut pas s'enfermer dans une mode communautaire. Concernant la manifestation anti-arménienne, c'est vrai qu'on peut avoir son avis personnel mais on ne peut pas participer à un tel événement en tant qu'élus belge. Je trouve que c'est une erreur politique pour toutes les tendances. Vous importez les problèmes de votre communauté au lieu de calmer tout le monde. Quand je vois que le premier souci

de Monsieur Kir et de l'autre élu turc (ndlr : Emin Özkara) ou des candidats turcs est de faire enlever ce monument, je me pose des questions. Comme si le principal souci des communautés était ce monument.

Ils répondent que ce sont les Arméniens qui ont commencé...

Ce ne sont pas les élus ou les politiciens arméniens qui ont importé ce sujet, ce sont des associations arméniennes. Et je trouverais normal que des associations turques relancent la machine mais pas des élus. Ce ne sont pas les élus arméniens qui ont fait du tamtam sur le sujet, le monde associatif arménien a travaillé et cela n'empêche pas le monde associatif turc de faire de même. En tant qu'élus, on doit défendre l'intérêt général. Monsieur Kir comme les autres doivent défendre les Turcs, les Arméniens, les Kurdes mais pas une communauté spécifique. Moi, j'ai voté aussi pour les élus socialistes turcs car j'ai voté pour tous les candidats socialistes. Je trouve qu'ils ne devraient pas faire du communautarisme. Ils sont là pour faire appliquer la politique de la région bruxelloise et non la politique turque en Belgique. En fait, ils rejoignent le Front national ou le Vlaams Blok quand ils font cela puisque l'extrême droite défend une partie des idées extrémistes, parle de division, de diviser et d'expulser des gens. Les partis démocratiques ne peuvent pas prendre une position aussi radicale sur un sujet qui en fin de compte ne concerne pas tellement la Belgique. ■

Propos recueillis par
MEHMET KOKSAL



Voyage au Türkbeekistan

De la diaspora à l'islam transnational

Fragmentée en plusieurs tendances idéologiques, la communauté musulmane turque de Belgique est confrontée à l'émergence sensible d'un islam européen. D'aucuns craignent que la migration des corps appelle maintenant celle des âmes. Au risque de perdre les valeurs nationales du pays d'origine ?

MERYEM KANMAZ

chercheuse à l'Université de Gand (Center for Islam in Europe)

La communauté turque en Europe, dans son rapport au pays d'origine et en l'occurrence à la Belgique, se caractérise depuis toujours par une identité diasporique.

La cohésion interne du groupe dans son rapport à «l'étranger» est grande et des liens forts sont entretenus avec le pays d'origine. Ce comportement découle de l'histoire spécifique de l'émigration turque en Europe, une émigration familiale en provenance de régions rurales spécifiques.

Ces familles se sont également installées en Belgique de manière concentrée. Ainsi on trouve à Gand des quartiers regroupant des personnes venant essentiellement de la localité d'Emirdag, en Anatolie centrale. Le maintien du turc comme langue véhiculaire au sein des réseaux familiaux ainsi que le développement d'un réseau d'organisations propres – cafés, magasins et mosquées – en font une communauté repliée sur elle-même. Ces liens forts avec le pays d'origine trouvent leur prolongement dans une organisation

et une politisation de la communauté selon les clivages idéologiques et politiques existants en Turquie, tels que le clivage gauche-droite et le clivage laïc-pratiquant. Il est ainsi possible d'analyser, en quelque sorte, la communauté turque en Belgique et en Europe à l'aide des développements en Turquie. Ici aussi les Turcs de gauche ont créé des organisations distinctes de celles de la droite plus nationaliste. L'émergence de l'islam politique sur la scène politique turque à partir de la fin des années quatre-vingt se répercute en Europe par la création de nouvelles mosquées liées à la tendance de *Refah* et *Milli Görüş* (islamiste conservateur). Des communautés religieuses qui se sont distancées de ce qui était jusque-là la seule façon d'être musulman, une espèce d'islam à la turque qui s'est ainsi propagé à travers l'Europe par l'intermédiaire de la direction turque des affaires religieuses (*Diyanet İşler Başkanlığı*).

Organisation de l'islam turc dans la diaspora¹

Les mosquées turques se divisent en plusieurs tendances, qui sont en grande partie le prolongement des tendances et des mouvements en Turquie sans en être de simples copies.

Diyanet. Environ la moitié des mosquées turques sont des mosquées Diyanet sous l'autorité de la direction des affaires religieuses, organe officiel des autorités turques. La gestion et la coordination pour la Belgique passe depuis 1982² par la Fondation islamique turque de Belgique, *Belçika Türk İslam Diyanet Vakfı (BTİDV)*, située à Bruxelles. Historiquement, ce sont les premières mosquées construites en Belgique. Dans les quartiers habités par des Turcs, il y a toujours une mosquée

Diyanet. Au total, on en compte 62 dans le pays.³

La diversification des mosquées turques a démarré en gros durant les années quatre-vingt⁴ à l'initiative de quelques groupes. Le premier d'entre eux est *Milli Görüş* («Vision nationale»).

Milli Görüş (MG). Les mosquées de l'obédience *Milli Görüş* sont rassemblées sous le label *Belçika İslam Federasyonu*, la Fédération islamique de Belgique. À partir des années 1980⁵, ces groupes se sont détachés des cercles Diyanet et ont créé leurs propres mosquées. La première mosquée-MG en Belgique fut créée en 1985 (Manço, 1997). Ce mouvement est issu des milieux de l'ancien Parti de la Prospérité (*Refah Partisi* et avant lui le Parti national du Salut, *Mili Selamet Partisi*). *Milli Görüş* n'existe pas officiellement en tant que structure en Belgique. Juridiquement les mosquées et associations *Milli Görüş* sont des sections locales de la *Belçika İslam Federasyonu*, créée en 1986 (mais existant depuis le début des années quatre-vingt) à Bruxelles. La BIF compte 29 sections locales, dont 18 en Flandre et 11 en Communauté française⁶. Ceci correspond plus ou moins à la répartition géographique de la communauté turque de Belgique, la moitié habite en Flandre et l'autre moitié à Bruxelles et en Wallonie. En Flandre ils comptent 4.600 membres et 16.000 sympathisants. En Wallonie : 5.400 membres et 19.000 sympathisants, ce qui fait environ 45.000 personnes en tout, sans compter les fidèles ordinaires. Environ un tiers des mosquées turques appartient à cette mouvance.

Süleymanlı. Ce groupe religieux mystique appartient aux disciples de Nakşibendi, maître Süleyman Hilmi Tunahan (décédé en 1960). Ce théologien créa un réseau de cours cora-

¹ L'inventaire qui suit est loin d'être complet. Sont repris les groupes les plus importants numériquement et ceux pour lesquels des informations existent. D'autres groupes tels que les Yézidis et les Azéris chiites d'origine turque ne sont pas mentionnés.

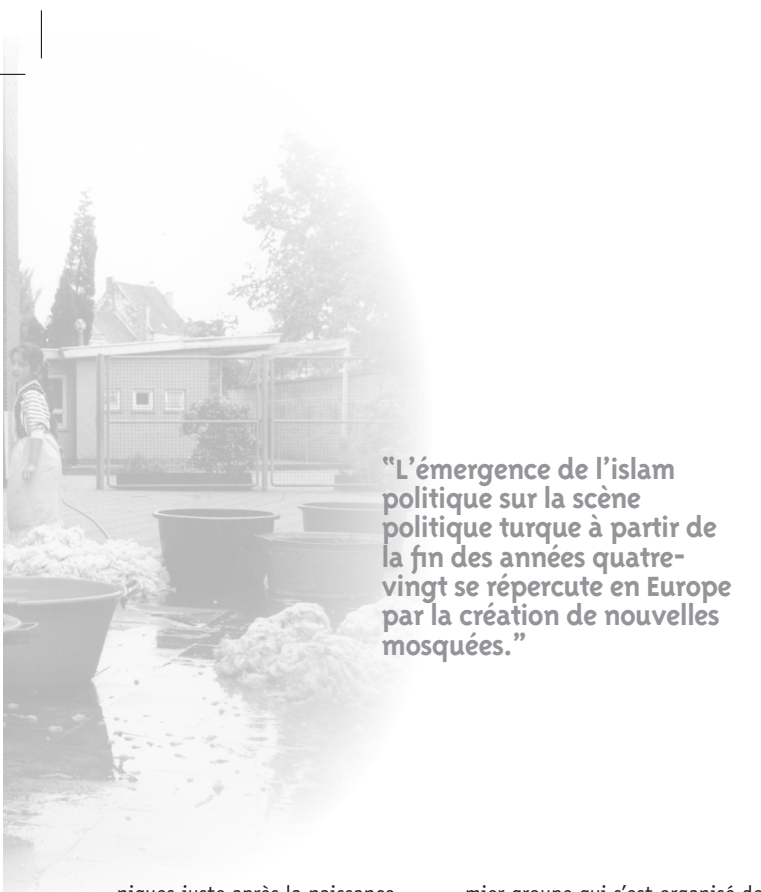
² Site web <http://www.turkey.be/Tr/musavir/sosyal/vakif.htm>

³ Brüksel Din Hizmet Müşavirliği, '2002 Yılı İstatistikleri', 2002

⁴ Cette période correspond aux événements, en Turquie, qui ont suivi le coup d'État de 1980 quand plusieurs dirigeants de partis politiques furent interdits d'exercice et déplacèrent leur champ d'activités vers l'Europe. Bien que certaines organisations de gauche aient aussi émigré en Europe, nous nous concentrons sur les organisations et les partis islamiques.

⁵ La branche européenne créée en 1985 *Görüş Teşkilatları*. Ce nom fut changé lors du 11^e congrès statutaire en *İslam Toplumu-Millî Görüş* (Manço, 1997:153).

⁶ www.fibif.be/subeler_listesi.htm



“L’émergence de l’islam politique sur la scène politique turque à partir de la fin des années quatre-vingt se répercute en Europe par la création de nouvelles mosquées.”

niques juste après la naissance de la République turque, pendant la période de forte sécularisation imposée par les autorités dont la fermeture d’écoles religieuses. Ainsi de larges couches de la population ont pu jouir d’une éducation religieuse en Turquie républicaine à travers ce réseau (Landman, 1992). En voulant échapper à la tutelle des autorités turques, ils furent à l’époque considérés comme opposants à Diyanet (Sunier, 1996). Leur doctrine n’est pourtant pas très différente de celle de la mouvance Diyanet et n’autorise que peu de renouvellements et d’adaptations à la modernité⁷. Il s’agit là du pre-

mier groupe qui s’est organisé de façon active en Europe. En 1973, fut créé, à Cologne, le *Islamische Kulturzentrum* qui est devenu le pôle européen du mouvement (Sunier, 1996). Particulièrement actifs en Allemagne et aux Pays-Bas, ils ne disposent en Belgique que d’une dizaine de «centres islamiques» (*islam kültür merkezleri*) comportant des écoles coraniques et des lieux de prières⁸. Ils sont représentés depuis 1987 par la *Belçika İslam Kültür Merkezleri Birliği* (l’Union des centres culturels islamiques en Belgique – BIKMB). Certaines sources font état d’un groupe fermé qui ne recherche aucun contact avec d’autres grou-

⁷ H. De Ley, *Muslims in de Europese lekenstaten. Cursusnotities*, http://www.flwi.ugent.be/cie/RUG/deley30_2.htm

⁸ Communication orale de la direction BIKMB, mai 2004.

pes et qui est absent dans le débat public. Les Süleymanlı disposent depuis 1989 d’un propre centre éducatif (lycée) formant des professeurs de religion Süleymanlı orientés vers l’enseignement du Coran (Amiriaux, 2001). De source hollandaise il apparaît qu’ils ne désirent pas créer d’«école belge» (Adviescommissie imamopleidingen, 2003:24).

D’après la littérature disponible, ces trois groupes – Diyanet, Milli Görüş et Süleymanlı – sont considérés comme les plus importants, mais ils ne sont pas les seuls.

Cemaat-i-Nur (Mouvement Nurcu). Il s’agit de l’équivalent turc des mouvements (néo) mystiques créés aux temps modernes et inspirés du soufisme (De Ley). Le mouvement porte le nom des écrits du maître Bediüzzaman Said Nursi (1876-1960) tout en leur tenant lieu de ciment. Au centre de la pensée de Nursi, on retrouve l’harmonie entre la croyance en un Dieu créateur

et les acquis de la physique pour former une «science islamique» (De Ley). Après la mort de Nursi, le mouvement s’est scindé entre, d’une part, le groupe Yeni-Asya et, d’autre part, le groupe Fethullah Gülen (De Ley). C’est ce dernier groupe qui s’est développé de façon internationale pour devenir le groupe le plus important avec des sections aux États-Unis, en Europe et dans les pays turcophones. En ce qui concerne la Belgique, nous ne disposons pas en dehors d’Anvers, Gand et Bruxelles, de données suffisantes sur le nombre de «*dershane*» (instituts de formation). Depuis le mois de septembre 2003, il existe à Bruxelles également une école primaire, l’Institut Lucerna. Depuis peu, des centres de dialogue et d’information ont été créés au sein de ces groupes (Hasselt, Gand) et l’Institut compte ouvrir des écoles dès la nouvelle rentrée de

SUITE PAGE 40



Voyage au Türkbeekistan

SUITE DE LA PAGE 35

septembre 2004 au Limbourg, à Anvers et à Gand.

La fraternité Nakşibendi. La fraternité mystique traditionnelle Soufi⁹, créée en Asie centrale au XIV^e siècle, se distingue des autres fraternités par le silence (*gizli zikir*) qui accompagne le déroulement du dhikir (*zikir*)¹⁰. Leur lieu de rassemblement s'appelle *tekke* ou *dergah*. Il existe quelque huit *dergahs* (dénommées Maison de la culture) en Belgique liés à la fraternité des Nakşibendi. Depuis 2000, ils sont réunis au sein de la fondation Sema (Sema Vakfi) à Beringen dans le Limbourg¹¹.

La fraternité des Kadirii. Le professeur De Ley les nomme l'ordre des Qâdiriyya, une des plus anciennes et plus importantes fraternités mystiques «orthodoxes»¹². Cette fraternité a été créée en Mésopotamie entre le XII^e et le XV^e siècle par Abd al-Qâdir al-Jilani¹³ (1078-1166) (Dassetto, 1996). Pratiquement rien n'a été écrit sur l'ordre Qâdiriyya en Belgique et plus particulièrement au sein de la communauté turque¹⁴. La Kadiri-tekke de Gand est l'IH-VAK (Islam hizmet Vakfi – Fondation de service islamique).

La communauté alévie. Bien qu'il

y ait des ressemblances entre l'islam chiite et l'islam alévite, ce dernier dispose de représentations propres de la foi ainsi que de rituels et de normes bien à lui, caractérisés par une place importante accordée à Ali, le gendre du prophète (Landman, 1992). Dans la Turquie républicaine moderne, les Alévis ont toujours soutenu les tentatives de modernisation d'Atatürk et ont été très présents durant les années soixante et septante dans les cercles de gauche. Depuis les années quatre-vingt et nonante, nous assistons à une renaissance de l'identité religieuse alévie, aussi bien en Turquie que dans la diaspora turque. En Belgique il y aurait quelque 16.000 Alévis¹⁵, regroupés dans la *Belçika Alevi Federasyonu* (Fédération des Alévites de Belgique). Les Alévis belges n'auraient pas l'intention de demander des subsides à l'État belge pour leurs lieux de prière (*cem-evi*) ou pour les officiants de leur culte (*dede*).

L'islam turc à l'épreuve européenne

Cette identité diasporique reste une constante au sein de la communauté turque, certainement si on la compare aux autres communautés musulmanes. Ainsi l'on remarque que parmi les musulmans d'origine marocaine, une tendance se dessine vers un islam transnational, qui se détache petit à petit de l'islam traditionnel du Maroc. Certains auteurs parlent même de l'émergence d'une identité musulmane européenne, sans aucune référence au pays d'origine. Bien qu'il y ait également une espèce d'autonomisation dans la communauté turque vis-à-vis du pays d'origine, avec une dynamique européenne propre, cela ne va jamais, y compris au niveau du discours, jusqu'à parler d'une identité musulmane européenne qui se détacherait donc de l'identité turque. Dans la communauté turque de Belgique, la mouvance qui véhicule un discours «pro-islam européen» est le groupe *Milli Görüş*, organisé aujourd'hui au sein de la Fédération belge islamique (*Belçika İslam Federasyonu*) et qui plaide pour la promotion de l'identité islamique avec une focalisation accrue sur l'Europe. Mais même en leur sein ils se donnent une identité double, musulmane et turque.

En Flandre, cette référence persistante

“Les débats sur les minorités, (...) les musulmans et l'islam en général en Belgique, sont aujourd'hui traités comme des affaires exclusivement maghrébines. C'est comme si les Turcs n'en étaient pas partie prenante, comme s'ils n'étaient ni musulmans, ni minoritaires, ni citoyens.”

à l'identité turque se répercute au niveau de l'organisation religieuse. Là où toutes les mosquées d'origines diverses (essentiellement marocaines mais également pakistanaïses, bosniaïques et même tchéchènes) se regroupent au niveau provincial, les mosquées turques – même celles d'obédiences différentes – sont toutes regroupées au sein de fédérations nationales turques¹⁶. Apparemment, l'appartenance à la Turquie ou du moins à la langue turque reste en dernière instance prépondérante sur le plan organisationnel.

Cependant, les communautés turques d'Europe ne se réfèrent plus exclusivement à la Turquie. Il ne s'agit plus de «transplantations» pures et simples. Les nouvelles générations et le contexte européen engendrent d'autres besoins et priorités qui ne peuvent pas être décodés à partir de la Turquie. La vie dans l'espace multiculturel européen impose de nouveaux défis auxquels ces groupes doivent donner des réponses à partir de cadres neufs. Dans l'espace public ouvert européen, du moins en comparaison avec la Turquie et du fait d'une plus grande tolérance en ce qui concerne les expressions religieuses et culturelles, les Turcs de Belgique sont en mesure d'utiliser cette perspective pour observer la Turquie. Prenons le débat sur le foulard, qui est très polarisé en Turquie et où il n'y a pratiquement plus de dialogue entre les *laikler* (laïcs) et les *dinciler* (religieux). Les premiers défendent, à partir de la laïcité turque, l'interdiction du port du foulard, tandis que les seconds en défendent le droit au nom de la liberté du culte. L'expérience belge d'une reconnaissance des différentes religions et de leur autorisation dans l'espace public ouvre aux laïcs et aux *dinci* turcs en Belgique un espace pour discuter du thème à partir d'un droit démocratique du culte et peut, de la sorte, contribuer aux débats sur la démocratisation de la Turquie.

Que dire, enfin, de l'influence de la diaspora turque en Belgique? Cette identité diasporique semble avoir un effet pervers qui la rend moins visible dans l'espace public et dans le débat politique. Les débats sur les minorités, les différentes interventions dans les médias et la politique en ce qui concerne la «faillite de l'intégration», la question du port du foulard et les musulmans et l'islam en général en

⁹ «La mystique soufie recherche, par des rituels propres à chaque ordre, transmis de génération en génération, une expérience mystique proche de Dieu (...). Ce sont les cheïks qui en sont les intermédiaires charismatiques et les chefs spirituels des novices. Une partie récurrente de ces rituels de groupe, en plus des citations coraniques, sont les fameux dhikr (...); ils consistent en la répétition de certaines formules (...), avec une attention particulière pour la respiration.» (De Ley)

¹⁰ Le zikir est en une séance religieuse de récitation à haute voix des noms de Dieu.

¹¹ Déclaration orale du président Nakşibendi-tarikat Gand, septembre 2000

¹² Il fait la distinction entre orthodoxe (Qâdiriyya; Naqshbandiyya; Mouridiyya; 'Alawiyya) et hétérodoxe (Bektasi en Alevi). H. De Ley, *Muslims in de Europese lekenstaten. Cursusnotities*: http://www.flwi.ugent.be/cie/RUG/deley30_2.htm.

¹³ En turc: Abdul Kadir Ceylani.

¹⁴ Dassetto s'interroge dans *La Construction de l'Islam européen, Approche socio-anthropologique* (1996) sur la possibilité d'une présence en Belgique (p.186).

¹⁵ H. De Ley, *Muslims in de Europese lekenstaten. Cursusnotities*: http://www.flwi.ugent.be/cie/RUG/deley30_2.htm.

¹⁶ Le fait que les mosquées turques n'aient pas participé au regroupement religieux est également dû au fait qu'une structure existait déjà. Diyanet et Milli Görüş regroupaient en effet la majorité des mosquées turques, aussi bien sur plan national qu'international. Ceci n'était pas le cas des mosquées marocaines. Puisqu'il n'y avait pas de structure, elles étaient demandeuses d'une organisation au niveau belge. Ceci explique également la participation plus active de la communauté arabophone aux élections musulmanes.

Belgique, sont aujourd'hui traités comme des affaires exclusivement maghrébines. C'est comme si les Turcs n'en étaient pas partie prenante, comme s'ils n'étaient ni musulmans, ni minoritaires, ni citoyens. La caractéristique principale – le regroupement communautaire des Turcs – qui jusque-là leur a permis de disposer de réseaux et de structures propres pour survivre en tant que groupe dans un contexte nouveau, semble maintenant se retourner contre eux en les isolant de leur environnement. Ainsi, la façon qu'ils ont eu de se tenir à l'écart des points chauds concernant l'intégration, l'islam et son assimilation au terrorisme, le racisme ou encore la recomposition de l'Exécutif des musulmans, a constitué une occasion manquée de contribuer en citoyens actifs à la création d'une Belgique réellement multiculturelle et multireligieuse. ■

Références

V. Amiraux, *Acteurs de l'islam entre Allemagne et Turquie. Parcours militants et expériences religieuses*, L'Harmattan, 2001.

Brüksel Din Hizmet Müşavirligi, '2002 Yılı İstatikleri', 2002.

F. Dassetto, *La Construction de l'islam européen, Approche socio-anthropologique*, L'Harmattan, 1996.

H. De Ley, *Muslims in de Europese lekenstaten. Cursusnotities*, <http://www.flwi.ugent.be/cie/RUG/deley302.htm>

N. Landman, *Van Mat tot Minaret. De institutionalisering van de islam in Nederland*, VU Uitgeverij, Amsterdam, 1992.

U. Manço, «Les organisations islamiques dans l'immigration turque», in F. Dassetto (red.), *Facettes de l'islam belge*, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 1997, pp. 143-158.

T. Sunier, *Islam in Beweging. Turkse Jongeren en Islamitische organisaties*. Amsterdam, Het Spinhuis, 1996.

MERYEM KANMAZ

Traduction du néerlandais : Anne Grauwels



La Turquie dans l'Europe ? La question avait déjà été évoquée dans *Politique* il y a un an (numéro 28, février 2003). Ce numéro est encore disponible.

Les articles peuvent aussi être commandés par téléchargement sur www.e-montaigne.com

L'Agenda interculturel de septembre au rythme de la Marche turque

Analyses, témoignages, coups de cœur et pistes sur 40 ans d'immigration turque en Belgique



Mensuel de réflexion et d'information du CBAI sur les enjeux que l'immigration soulève dans notre société.

5 euros le n°/Abonnement annuel 20 euros.

CBAI, Centre bruxellois d'action interculturelle
Avenue Stalingrad 24,
1000 Bruxelles. Tél. 02 513 96 02
cbai@skynet.be - www.cbai.be

Voyage au Türkbeekistan

L'islam belge sous tutelle

La représentation du culte musulman en Belgique n'aura jamais autant fait couler de sueur et d'encre que ces derniers mois. Coincé entre l'équilibre institutionnel belge, les intérêts des pays d'origine et les positionnements politiques et économiques, l'organe chef de culte – après 4 tentatives de suicide (putsch, restauration, démission, redémission) – se prépare à avoir la boule à zéro.

MEHMET KOKSAL

C'est le classique des classiques. Quand vous avez tout essayé : la permanente, le lissage, la décoloration,

la coupe au carré, le chignon, la charmante coiffeuse vous propose finalement la boule à zéro avec l'argument en béton de recommencer les choses en faisant table rase du passé. Oublier le passé pour redonner du volume à l'Exécutif des musulmans (organe représentatif mis en place par l'État pour la gestion temporelle du culte), c'est le principal argument avancé par la ministre de la Justice (en charge des cultes). Laurette Onkelinx reproche le manque de représentativité (flamands/francophones, Turcs/Marocains) et la perte de légitimité de l'organe chef de culte. Mais comment la ministre arrive-t-elle à cette conclusion ? Lors des débats à la Chambre et au Sénat, celle-ci explique qu'elle a reçu des «courriers d'autres institutions du culte musulman»¹ qui demandent une intervention de l'État afin d'organiser des élections pour le renouvellement intégral de l'assemblée et de l'Exécutif des musulmans. On apprend ainsi l'existence d'un réseau parallèle concurrent à la représentation officielle du culte. Alors, qui sont au juste ces interlocuteurs de l'ombre ?

Le président actuel de l'Exécutif, Mohamed Boulif, nous relate une des nombreuses réunions tendues qu'il a eues avec la ministre : «J'étais venu expliquer que l'assemblée générale dans son ensemble avait pris position pour un renouvellement partiel conformément aux accords de 1998 mais je ne me sentais pas écouté. Madame la ministre m'explique alors qu'elle a reçu énormément de courriers demandant son intervention en me brandissant pour preuve une lettre provenant de l'ambassade de Turquie. Je ne comprenais pas, elle préférerait suivre l'avis du représentant d'un pays tiers à celui du président de l'Exécutif des musulmans de Belgique.»

Une version confirmée par l'entretien que nous accorde le vice-président d'origine turque de l'Exécutif, Ethem Kişlali : «Il faut bien distinguer le débat entre l'Exécutif et l'assemblée, ce sont deux choses totalement différentes et dans le débat actuel on parle tous de l'assemblée générale. Ma position sur les élections est qu'elles doivent être partielles et une grande majorité de la communauté turque est d'accord sur ce point. J'ai tenu moi-même une réunion avec tous les représentants de la communauté musulmane turque, les mosquées et associations, et eux aussi réagissent de la sorte. Malheureusement, le Parti socialiste suit une

politique clientéliste. Les socialistes jouent la sensibilité des musulmans et devant le public ou en réunion, ils nous disent à chaque fois "oui, on va régler votre problème !" et après derrière les portes, ils sont contre ce qu'ils viennent de décider. Ils sont un peu contre le musulman qui sait gérer l'institution ou sa communauté. Les musulmans ne se sentent pas respectés. Avec les autres, ce n'est pas la même chose, j'ai fait plusieurs réunions avec les politiques, y compris avec le Parti catholique (ndlr : les chrétiens-démocrates du CD&V), ce n'est pas facile mais au moins ils respectent les musulmans. Je vais vous donner un exemple : si vous allez sur le site de l'ambassade de Turquie, vous pouvez lire quelques phrases importantes et dangereuses qui expliquent le pourquoi des élections générales. Madame Onkelinx est d'accord avec cela et moi je voudrais savoir si madame la ministre est au service de l'ambassade turque ou bien à celui de l'État belge...»

Les réunions de l'ambassade

En fouillant dans les comptes rendus officiels des «réunions citoyennes» organisées par l'ambassadeur de Turquie, on remarque deux rencontres importantes tenues sur le sujet (9 mars et 4 avril 2004). D'après la réunion du 9 mars, l'implication des diplomates dans le débat sur l'Exécutif se justifie par la présence en Belgique de ressortissants turcs de confession musulmane. Donc, si à plusieurs reprises l'ambassadeur justifiait le refus de commentaire sur les élections politiques belges en prétextant les affaires intérieures d'un État, il considère *a contrario* que les élections pour la représentation du culte musulman en Belgique entrent dans la sphère internationale et requiert donc son lobbying. On apprend alors que l'ambassadeur a rencontré la ministre plusieurs fois pour lui expliquer que «contraire-

¹ Chambre des représentants, compte rendu intégral - séance plénière n°0080 - jeudi 15 juillet 2004.



ment au renouvellement du tiers, le renouvellement intégral de l'assemblée générale serait plus sain pour l'organe représentatif». Pourquoi une telle appréciation? Tout simplement parce que, en 1998, les premières élections pour élire une assemblée de musulmans en Belgique ont été boudées par Ankara et des militants associatifs proches de l'extrême droite turque. Hors circuit donc, ni l'ambassade ni les Loups Gris n'avaient une influence sur la gestion des dossiers liés au culte musulman. L'ambassade espère bien cette fois corriger le tir via le renouvellement intégral de l'assemblée. Ainsi pour éviter «les surprises du scrutin précédent», toute une stratégie est mise en place avec la Diyanet (Fondation religieuse islamique turque aisbl) et des associations de mosquées regroupées en commission spéciale «religion» sous la présidence de l'attaché aux affaires sociales de l'ambassade qui n'est autre que le président du Conseil d'administration de la ... Diyanet.

Toujours lors de ces réunions, l'ambassadeur explique qu'il a demandé à Laurette Onkelinx que le nombre de représentants d'origine turque au sein de l'Exécutif soit élevé à 5 (4 actuellement) et il suggère la création de «tables» spécifiques sur base ethnique où les questions relatives aux Turcs soient traitées à la table turque. Il s'étonne également de la volonté belge de mettre un frein à l'importation des imams et met en garde la ministre contre la naissance d'un islam réactionnaire. À nouveau, cette position s'explique par le contrôle total qu'exerce l'État turc sur ses ministres du culte éduqués dans les écoles religieuses et envoyés en mission à l'étranger. Il est clair que plus les imams seront formés en Belgique, moins ils seront formatés par la Direction des affaires religieuses d'Ankara pour pouvoir agir sur ses ressortissants.

La greffe institutionnelle

Parmi les «autres institutions du culte musulman», Laurette Onkelinx mentionne notamment «presque toutes – pas toutes – les unions des mosquées»². Cette mention vise particulièrement l'Union des mosquées de Bruxelles et du Brabant sous la direction de Benjelloul Kissi et d'autres unions flamandes³.

Pas facile en tout cas de créer une représentativité parfaite car le pays compte d'après les dernières estimations de 2002 environ 416.000 personnes de confession musulmane (162.000 à Bruxelles, 162.000 en Flandre et 92.000 en Wallonie) ce qui représente environ 4 % de la population totale⁴.

Sous la pression flamande, la volonté actuelle du gouvernement fédéral est de greffer le système institutionnel aux organes du culte musulman en créant des chambres linguistiques séparées (francophones et flamandes) et d'institutionnaliser le screening en amont (processus de contrôle via les services de renseignements) de la Sûreté de l'État effectué déjà de manière illégale en 1998. De plus, les nouvelles élections seront organisées par une commission de 4 personnes désignées par la ministre de la Justice! La députée écologiste Zoé Genot explique lors des débats à la Chambre qu'aucun autre culte connaissant des dissensions similaires en son sein n'a connu une telle ingérence de la part de l'État : «Neuf communautés anglicanes sont reconnues, cinq communautés ne le sont pas et ne bénéficient pas du financement public alors qu'elles représentent une importante proportion des personnes qui pratiquent la religion anglicane. C'est bizarre, là non plus, personne ne propose de mettre rapidement sur pied une commission avec des personnes désignées par la ministre de la Justice! C'est peut-être cela, l'égalité entre les cultes!»⁵

Pour arriver à ses fins, la ministre Onkelinx a réussi le passage parlementaire en force – via la

Projets urbanistiques :: que penser de la « participation citoyenne »?

Dossier publié dans le n° 169 d'Alter Echos

Besoin d'y voir plus clair?



Abonnez-vous à Alter Echos !
Bimensuel spécialisé sur
l'actualité sociale

Des clés pour comprendre l'actualité et
être innovant !

Tous les 15 jours, le journal Alter Echos décode avec vous les enjeux liés à l'emploi et la formation, l'insertion, l'aide sociale, le logement, etc.

Découvrez le dernier sommaire sur www.alter.be.
Abonnement à partir de 70 E / an.
Infos : alter.echos@alter.be

AlterEchos
Rebondir sur l'innovation sociale

procédure d'urgence – à un rythme d'enfer : dépôt du texte lundi, discussion à l'arraché le mardi en commission de la Chambre, discussion le mercredi en commission du Sénat, vote en séance plénière à la Chambre le jeudi et enfin vote en plénière au Sénat le samedi 17 juillet 2004. La route est finalement dégagée pour l'organisation d'élections pour le renouvellement intégral de l'assemblée des musulmans de Belgique en novembre 2004 et donc de l'Exécutif, mais la ministre réussira-t-elle à garder la confiance des électeurs musulmans pour les prochaines échéances électorales politiques? ■

² Wafin.be. Interview réalisée par l'équipe Wafin, le 25 juin 2004.

³ La confusion règne à ce sujet car selon l'observateur politique Pierre-Yves Lambert, «dans plusieurs unions de mosquées, les lettres envoyées à la ministre l'auraient été sans aucune décision des organes ad hoc, il s'agissait donc d'initiatives personnelles et il y a eu des démissions et des exclusions à Liège et à Anvers notamment, d'autres prenant leurs distances (Hainaut), voire rompant totalement (Limbourg), vis-à-vis de l'Union (nationale) des mosquées accusée de manipulation».

⁴ U. Manço (sous la dir.), *Reconnaissance et discrimination : présence de l'islam en Europe occidentale et en Amérique du Nord*, Ed. l'Harmattan, 2004.

⁵ Chambre des représentants, compte rendu intégral - séance plénière n°0080 -jeudi 15 juillet 2004.

Voyage au Türkbeekistan



Paradoxes de la femme émancipée

PORTRAIT DE HÜSNIYE KARDAS

styliste



Styliste belge d'origine turque, Hüsnüye Kardas aime visiblement le chiffre sept. Fille d'un mineur turc originaire de Görele (Anatolie du nord), elle quitte les bords de la mer Noire pour rejoindre le Pays noir (Charleroi) en 1977 où son papa travaille comme ouvrier chez Caterpillar. Membre d'une famille nombreuse comptant 4 garçons et 5 filles, Hüsnüye se souvient de son enfance à Courcelles parsemée de ducasses et de tours de manège à poney en compagnie de sa maman. «Ce qui m'a marqué déjà à l'époque c'est cette pression familiale et sociale qui pèse sur les femmes et les filles d'origine turque. Des sujets comme la tenue vestimentaire, la sexualité, l'apparence physique ou les fréquentations constituent autant d'interdits. Tout est sous contrôle par manque d'ouverture d'esprit, de confiance et de dialogue», explique très sérieusement la styliste de 29 ans. L'obsession de l'interdit l'occupera toute sa vie.

Dès 1995, après ses études secondaires, Hüsnüye part étudier le stylisme au centre du Château Massart à Liège où elle réussit avec distinction. Elle tente alors de se frayer un chemin dans le milieu assez «select» de la mode. «C'est un milieu assez fermé dans lequel il n'est pas facile de se faire une place, comme en général dans la plupart des milieux artistiques. J'ai commencé par

exposer à Paris de 2000 à 2002. On vous demande environ 2.500 euros pour 6 mètres carré et 4 jours d'exposition dans des salons professionnels. Si vous calculez vos frais de collection, de catalogue, de confection, vous arrivez difficilement à couvrir les coûts. Moi j'ai eu la chance tout de même de vendre à trois reprises sur cinq présences.»

Sept modèles de femmes

Hantée par les interdits de son enfance, passionnée par des sujets comme les attitudes humaines, l'intérieur corporel, les symptômes pathologiques, les sept péchés capitaux ou encore la sexualité de la femme, Hüsnüye Kardas se lance dans le patronage d'une collection particulière qui ne manquera pas de créer le scandale auprès de certaines personnes. Elle décide d'aborder le thème du foulard (religion) et les interdits sexuels à partir de son expérience personnelle. Déclinée en sept personnages féminins, elle présente sa vision de la femme turque coincée entre sa vision du traditionnel et de la modernité¹. «Je comprends que la collection choque certaines personnes mais je veux d'abord présenter ma vision personnelle. Depuis un certain temps, je voulais travailler sur les femmes turques de Belgique et j'ai pu m'exprimer avec ses premiers dessins», explique-t-elle. Mais la jeune styliste cultive également une certaine forme de paradoxe apparent. Ainsi, elle veut parler des femmes turques mais ne côtoie aucune personne de cette origine. «Ce n'est pas volontairement que j'évite les personnes, l'absence de contact se fait presque naturellement. Mais je veux garder mes deux côtés : oriental

et occidental. Pour les gens, c'est souvent l'un ou l'autre mais je refuse de faire un tel choix», enchaîne-t-elle en préparant les sept modèles controversés de la femme à foulard. Elle nous présente la femme découpée en sept séquences : la Voilée, la Préceptrice, la Dominée, la Vierge, l'Emmurée, l'Of-frande et l'Émancipée. «Je ne veux surtout pas généraliser, c'est un travail qui se base sur mon histoire personnelle. Il est clair que lorsqu'on choque, on attire l'attention mais le but est plutôt de présenter des créations originales. C'est souvent choquant pour le public mais dans le milieu de la mode, il n'y a pas vraiment de choses choquantes. Pour moi, on ne peut pas être émancipé avec un voile. Celui-ci est soi-disant censé protéger la femme des regards. Or, ici, c'est ce qui attire le plus l'attention. Pour moi, les femmes voilées ne sont pas émancipées.»

À nouveau, la présence du paradoxe est centrale dans les dessins présentés. La styliste a tenté de mettre justement le cache-sexe en exergue sur des femmes à foulard mais, dans la discussion, on remarque, par exemple, une autre dimension paradoxale insoupçonnée par l'auteur : seule la femme émancipée est mains et pieds liés. L'émancipation apparente ne serait donc qu'une autre forme de sevrage ? La femme dominée est la seule qui porte un pantalon renversé. Symboliquement donc, la dominée a réussi à arracher le pantalon

¹ Hüsnüye Kardas expose ses modèles du 29 au 31 octobre 2004 dans le cadre de «Parcours de stylistes» organisé par l'asbl MODO BRUXELLEA au Beurschouwburg. Plus d'informations sur : www.modobruxellea.be

“J’aurais voulu collectionner les élégies”

PORTAIT DE RABIA KAÇAR

réalisatrice de films documentaires



à l’homme et l’a renversé. À l’image des chasseurs primitifs, elle a tué son ours pour se vêtir ensuite de la peau. La femme préceptrice, celle chargée de l’éducation des enfants, apparaît comme celle qui s’occupe le plus de son corps ou de son look. Enfin, la femme voilée semble la plus menaçante. Elle est en position de force, celle de voir sans être vue. Autant d’impressions qui renversent la thèse de l’auteur. Double lecture d’un projet doublement paradoxal, la vision de l’exposition ne laisse de toute manière pas le visiteur indifférent. «*J’ai envie de dire que ces femmes existent, que plein de filles vivent sous cette pression et je n’espère qu’une chose : qu’elles vivent leur vie. On peut dire tout ce qu’on veut mais la pression familiale existe et le dialogue est vraiment impossible. Le plus gros interdit pour moi était la tenue vestimentaire, bref la liberté de vivre sa vie.*»

Le regard sur la femme ou le regard sur les regards que porte notre société sur le tissu ? Il suffit finalement d’analyser le travail de Hüsnüye Kardas sous l’angle le plus évident pour pouvoir l’apprécier : le stylisme. ■

Enfuie dans ses notes et timide par moments, Rabia Kaçar entame une course contre la montre pour la promotion du Festival «Türkiye»¹ qu’elle coordonne pour le Palais des Beaux-Arts de Bruxelles. Le stress monte chez cette néerlandophone à mesure que les jours passent car l’ouverture prendra place à Bruxelles au début de mois octobre 2004².

Arrivée en Belgique en 1978 à l’âge de 16 ans, Rabia passe son enfance à jouer avec les garçons dans sa province natale anatolienne d’Eskisehir. «*Les garçons trompent souvent Rabia et alors elle rentre furieuse et indignée à la maison*»³ écrit sa célèbre petite sœur, l’ex-sépatrice Agalev Meryem Kaçar, dans son ouvrage autobiographique.

Au début, le père Kaçar, l’«imam-bourgmestre» respecté de Mallica (Anatolie), s’exerce aux lectures à haute voix des lettres d’expatriés en Belgique et en Allemagne pour le plus grand bonheur des familles illettrées du village. Puis, il se laisse convaincre par un ami de tenter le voyage en Europe afin d’assurer un meilleur avenir à ses 7 enfants. «*On a débarqué à Lokeren, se souvient Rabia, et tout de suite ce fut un grand choc pour moi. En Turquie, on vivait dans une grande maison avec un énorme jardin où l’on pouvait jouer, puis, arrivé en Belgique, on découvre un tout petit appartement dans un état lamentable. On a directement dit à papa qu’on voulait retourner dans l’ancienne maison et il a rapidement trouvé un plus grand logement avec jardin, on s’est donc calmé. Dans la Belgique de la fin des années septante il existait peu d’actes de racisme, en tout cas je ne m’en souviens pas. Mais les Belges ne montraient aucun intérêt pour les allochtones car de toute manière ces gens allaient retourner chez eux. Or, notre volonté était de nous intégrer le plus rapidement possible. Il n’existait pas non plus de politique d’accueil qui favorisait ce mouvement. Le gouvernement n’a jamais pris la peine d’investir dans la formation linguistique ou professionnelle des travailleurs immigrés. Ils s’en sont rendus compte qu’après 40 ans de présence de notre communauté et je pense que nos premiers intellectuels (avocats, professeurs, politiciens) ont joué un rôle dans ce changement.*»

Changement de cap

Après 20 ans d’activité dans le secteur social flamand, Rabia tire à boulets rouges sur le système et décide de se recycler dans la gestion culturelle. «*J’en ai eu marre et j’ai décidé de jeter l’éponge car, vu les manquements dans le social et l’éducation, la situation devenait insupportable. Par exemple,*

les élèves d’origine turque ou étrangère ne sont pas traités sur un pied d’égalité par rapport aux enfants flamands. Il existe une séparation avec, d’un côté, des écoles blanches et, de l’autre, des écoles noires ou de concentration (concentratieschool). Le niveau d’éducation est radicalement bas au sein des écoles noires et il existe clairement une discrimination à ce niveau par l’État. Il est grand temps de revoir complètement le système éducatif belge pour favoriser une plus grande mixité dans les écoles.» Un pessimisme qui souffre sans doute de nombreuses frustrations que peuvent rencontrer certains travailleurs sociaux ou éducateurs. Finalement, elle commence une collaboration culturelle à mi-temps pour le Palais des Beaux-Arts à Bruxelles et se lance pleinement dans la préparation de films-documentaires et d’expositions photographiques.

«*En réalité, j’aurais voulu collectionner les élégies des immigrés turcs. Très jeune, en quittant le pays, je me souviens des pleurs de ma grand-mère et cette chanson triste n’a cessé de bourdonner dans mes oreilles durant plus de 20 ans. Ma grand-mère est morte 5 ans plus tard sans que je puisse la revoir une dernière fois. Ma première passion pour la caméra était justement de commencer à filmer les floraisons funèbres dans les villages anatoliens et d’en faire un documentaire. Mais j’avais déjà commencé des tournages en Afrique (Congo, Rwanda, Burundi) et j’ai commencé à compiler les images pour en faire un documentaire. Ensuite, dans le cadre des 40 ans de présence turque en Belgique, j’avais commencé une enquête sur la première génération et, à ma grande tristesse, j’ai constaté que la moitié des personnes était déjà décédée. Ainsi mon premier documentaire a vu le jour (Gurbet demek – Dire l’émigration). On y voit la nostalgie de la Belgique chez un vieux Turc retourné dans son pays d’origine. Il souffre d’être séparé de ses enfants qui vivent ici. On peut également comprendre les préoccupations des seniors Turcs en Belgique : création d’un cimetière musulman et adaptation de la nourriture dans les homes pour personnes âgées.*

Actuellement, je travaille sur le deuxième documentaire *Ik word oud in Vlaanderen* qui ne raconte pas ma vie mais celle de deux familles turques installées en Flandre. Je compte les suivre durant 6 mois de leur vie quotidienne avec leurs difficultés. On verra ce que cela donne...» ■

Propos recueillis par **MEHMET KOKSAL**

¹ Voir www.bozar.be

² Cet entretien fut réalisé en juillet.

³ Meryem Kaçar, *Lucifers schikken – Als gastarbeiders burgers worden*, Houtekiet, Antwerpen, 2002, pp.32-33.